



AVIS de

La Chambre Consultative Permanente du 11 octobre 2019

Sur convocation de son Président, la Chambre Consultative Permanente a siégé le onze octobre deux mil dix-neuf à seize heures cinq minutes aux fins de délibérer sur le projet de loi suivant :

➤ **Projet de loi déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.**

Etaient présents :

- HELLEY ONDO Paul Brice, Président de la Chambre Consultative Permanente, Président ;
- LEPENDA Jean Bruno, Commissaire Général à la loi ;
- LEKOUNDA Anne, Secrétaire Général ;
- MOUTELET-NGUELE Basile, ALEWINA Yolande, BISSA-BI-NZOGHO Rosalie, NDOE NGUEMA Rachel, MOUDOUMA MBOUMBA Valentin, Andréa APOUNGO épouse AMVAME, OBIANG BEKALE Elie Nazaire, MBA ONDO Jean de Dieu, SIMANGOYE A., RANAUD Solange épouse OLYMPIO, BILOGO Geneviève, Présidents de Chambre ;
- MEBIAME Anita Edwige épouse KOUMBI GUIYEDI, MBADINGA Adrien, NDONG EYI Justine, MOUKAMBI MOUKAMBI Joseph, ONDO NDONG Eusèbe, ABA'A OWONO Dieudonné, MINTSA ONDO Jean Gaspard, Commissaires Généraux Adjoints à la loi ;
- PATURAUPT AGNONYE Henri, ZENG-MEGNIER Edouard Joseph, DIVASSA N'FAA, BEKALE Paul Elie, OGANDAGA Charles, MOMBOUA Sosthène, MBOUROU Alcandre, MINSTA ONDO Joachim, MALOUANGOU Jean-Marie, IKAPITTE Sylvain Serge, YONDJI Célestin, MIDEPANI Julia, Conseillers d'Etat ;
- IGWERA A. Michelle épouse OGOULA, Commissaire à la Loi ;
- MASSOUNGA Olivia Yasmine, Chambre Consultative Permanente, CE ;
- MBOLO ONDO Martin, Greffier en Chef ;

Représentaient le Gouvernement :

- MINKO Jean, CDM/SGG ;
- LOUBA Wilfried TERENCE, DL/SGG ;
- ABOU NGUEMA NDONG, DGA/DGBFIP ;



- AKOMEZOGHO François Auguste, DG/Impôts ;
- RETENO N'DIAYE Brice, DLC/Impôts.
- OMPINDI OWANGA Victoire, DGBFIP ;
- MOUKAGNI Guy Armand, CS/DGBFIP ;
- OLLIANG ANGONE Bertrant Josaphat, D/DPPB/DGBFIP ;
- WADA ONIDJAMANA A., CPM/SGG ;
- MOUSSAVOU Lionel Yannick, Primature ;
- BOUEDI Landry Bienvenu, DGBFIP ;
- MOMBO Yvon Fabrice, DGBFIP ;
- MANOMBA Natacha, DGBFIP.

Après avoir ouvert la séance, le Premier de la Chambre Consultative Permanente a donné la parole aux représentants du Gouvernement pour l'exposé des motifs qui soutiennent le projet de loi.

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

La Chambre Permanente constate que le projet de loi qui lui est soumis est conforme aux dispositions de la Constitution et de la loi organique n° 20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, et décide de donner un avis favorable à l'adoption des textes déferés en la forme qui suit :



A handwritten signature in black ink, appearing to be "JP".

REPERTOIRE N° 001/19 – 20/CC/CC/GC

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

SUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2020

La Cour des comptes, Chambre du conseil ;

Vu la lettre n°01514/PM/SGG/DL/SP du 11 octobre 2019 enregistrée au cabinet du Premier Président de la Cour des comptes le 11 octobre 2019 sous le numéro 0008, lettre par laquelle le Secrétaire Général du Gouvernement a saisi la Juridiction Financière pour avis sur le projet de loi de finances de l'année 2020 ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°7/94 du 16 septembre 1994 portant organisation de la Justice ;

Vu la loi organique n°11/94 du 17 septembre 1994 fixant l'organisation, la composition, les compétences, le fonctionnement et les règles de procédure de la Cour des comptes ;

Vu la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois des finances et à l'exécution du budget ;

Vu le décret n°0094/PR/MBCP du 08 février 2016 portant règlement général sur la Comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n°0001/CC/Cab-PP du 14 octobre 2019 de Monsieur le Premier Président de la Cour des comptes portant désignation de Monsieur IYANGUI Alain-Christian, Président de Chambre, en qualité de rapporteur, à l'effet d'instruire la demande d'avis ci-dessus spécifiée ;

Oùï en son rapport et en ses observations, le magistrat-rapporteur ;

APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI :

SUR LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE D'AVIS EN LA FORME

Considérant que par lettre n°01514/PM/SGG/DL/SP du 11 octobre 2019 susvisée, Monsieur le Secrétaire Général du Gouvernement a saisi la Juridiction financière pour avis sur le projet de loi de finances de l'année 2020 ;

Sur la compétence de la Cour

Considérant que la loi organique n°11/94 du 17 septembre 1994 fixant l'organisation, la composition, les compétences, le fonctionnement et les règles de procédure de la Cour des comptes dispose en son article 38 tiret 13 que « *La Cour peut procéder à des enquêtes et formuler des avis, à la demande du Chef de l'Etat, du Gouvernement, du Parlement ou de toute autre personne morale de droit public sur toutes questions d'ordre financier et comptable relevant de sa compétence* » ;

Considérant, en outre, que le projet de loi de finances objet de ladite demande d'avis est une question d'ordre financier et comptable et relève, de ce fait, de la compétence de la Cour des comptes ;

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 40 de la loi organique n°11/94 du 17 septembre 1994 susvisée la Cour des comptes se saisit d'office de toutes les affaires relevant de sa compétence ; qu'elle peut en outre être saisie en vue du contrôle, ou pour avis, par les organes institutionnels de l'Etat, les organismes de contrôle, les représentants légaux des administrations publiques et privées, ainsi que par toute personne morale de droit public ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la compétence matérielle de la Cour est établie ;

Sur la qualité pour agir du requérant

Considérant que la loi organique n°11/94 du 17 septembre 1994 précitée dispose en son article 40 alinéa 2 que « *La Cour peut en outre être saisie en vue du contrôle ou pour avis, par les représentants légaux des administrations publiques et privées, ainsi que par toute personne morale de droit public* » ;

Considérant que le Secrétariat Général du Gouvernement qui regroupe un ensemble de services publics rattachés à la Primature parmi lesquels le service des procédures législatives (SPL), constitue bel et bien une administration publique dont le Secrétaire Général du Gouvernement assure la direction et en est le représentant légal ; qu'en conséquence, le Secrétaire Général du Gouvernement est compétent pour saisir la Cour des comptes d'une demande d'avis ;

Considérant qu'au regard de tout ce qui précède, la demande d'avis introduite par le Secrétaire Général du Gouvernement doit être déclarée recevable en la forme.

SUR L'EXAMEN AU FOND DE LA DEMANDE D'AVIS

Sur l'intitulé du texte objet de la demande d'avis

Considérant que dans sa lettre de saisine, le requérant parle de « *projet de loi déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019* » ;

Considérant qu'en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution et 10 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, il convient de dire que l'objet de la demande d'avis doit être intitulé « *projet de loi de finances de l'année 2020* » ;

Sur le libellé de l'article 1^{er} du projet de texte objet de la demande d'avis

Considérant que l'article 1^{er} du projet de loi objet de la demande d'avis parle simplement de loi alors qu'il s'agit d'une loi de finances ;

Considérant que ce libellé n'est pas conforme aux dispositions combinées des articles 47 de la Constitution et 10 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée qui parlent de lois de finances et non de loi tout court ;

Considérant qu'il s'ensuit que l'article 1^{er} du projet de loi objet de la demande d'avis doit être reformulé ainsi qu'il suit : « *Le présent projet de loi de finances, pris en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020* » ;

Sur la présentation du projet de loi de finances

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 21 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, le projet de loi de finances est présenté au nom du Premier Ministre et en liaison avec l'ensemble des ministres sectoriels, par les ministres chargés du budget et de l'économie ;

Considérant cependant que les dispositions sus-rappelées n'ont pas été respectées ; qu'en effet, ledit projet de loi de finance n'est pas accompagné d'un exposé des motifs ;

Considérant qu'il conviendrait qu'à l'avenir les Ministres chargés du Budget et de l'Economie se conforment aux dispositions de l'article 21 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée ;

Sur la structure du projet de loi de finances

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget susvisée, tout projet de loi de finances doit comporter deux parties dont la première traite des conditions générales de l'équilibre budgétaire et financier et la deuxième partie des moyens des politiques publiques ;

Considérant que l'examen du projet de loi de finances 2020 soumis à l'avis de la Juridiction Financière comporte effectivement les deux parties sus rappelées ; qu'il y a lieu de le dire conforme aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée ;

Considérant, en outre, qu'aux termes des dispositions de l'article 28 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée, le budget de l'Etat détermine, pour un exercice budgétaire, la nature, le montant et l'affectation des recettes et des dépenses ainsi que le solde budgétaire qui en résulte et les modalités de financement ; qu'en l'espèce, le projet de loi de finances objet de la demande d'avis est conforme aux dispositions de l'article 28 de la loi susvisée ;

Considérant, par ailleurs, que ledit projet de loi de finances distingue d'une part, les recettes et les dépenses budgétaires des charges de trésorerie et de financement d'autre part, telles que prévues à l'article 29 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée ;

Considérant, enfin, que les recettes et les dépenses budgétaires figurant dans ledit projet de loi de finances sont présentées par titres conformément aux dispositions des articles 30 et 33 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la structure du projet de loi de finances en question est conforme aux dispositions légales en la matière ;

Sur les documents joints au projet de loi de finances

Considérant qu'aux termes des dispositions de l'article 12 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, un rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières de la nation est joint au projet de loi de finances ;

Considérant par ailleurs que l'article 13 de la même loi organique prévoit également que treize (13) annexes doivent être jointes au projet de loi de finances ;

Considérant cependant que les documents précités n'ont pas été joints au projet de loi de finances 2020 ; qu'en l'absence de ces éléments d'appréciation, la Juridiction Financière émet des réserves sur le contenu de chaque partie dudit projet de texte ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que le Gouvernement doit se conformer à la législation en vigueur en la matière afin de permettre à la Cour d'émettre en connaissance de cause des avis sur des questions d'ordre financier et comptable relevant de sa compétence.

PAR CES MOTIFS, EMET L'AVIS SUIVANT :

Article 1^{er} : La demande d'avis introduite par le Secrétaire Général du Gouvernement sur le projet de loi de finances de l'année 2020 est déclarée recevable en la forme.

Article 2 : L'intitulé du projet de loi objet de la demande d'avis introduite par le Secrétaire Général du Gouvernement doit être modifié et formulé comme suit : « *projet de loi de finances de l'année 2020* ».

Article 3 : L'article 1^{er} du projet de loi objet de la demande d'avis introduite par le Secrétaire Général du Gouvernement doit être modifié et formulé comme suit :

« Le présent projet de loi de finances, pris en application des dispositions combinées des articles 47 de la Constitution, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 ».

Article 4 : Tout projet de loi de finances doit être présenté, au nom du Premier Ministre, par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget.

Article 5 : Le projet de loi de finances de l'année 2020 a été élaboré, en ce qui concerne sa structure, conformément aux dispositions combinées de l'article 47 de la constitution et 11, 28, 29, 30 et 33 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget.

Article 6 : Toute demande d'avis sur un projet de loi de finances doit être accompagné du rapport économique, social et financier dûment daté et signé du Ministre en charge du Budget et du Ministre en charge de l'Economie ainsi que des annexes prévues à l'article 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget.

Ainsi émis par la Cour des comptes réunie en Chambre du Conseil le quatorze octobre 2019 où siégeaient :

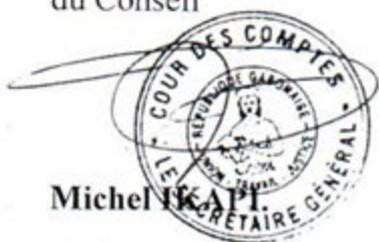
- Gilbert NGOULAKIA, Premier Président, Président ;
- Rosette MOUKETOU NEHME, Président de Chambre, membre ;
- Alain-Christian IYANGUI, Président de Chambre, membre, rapporteur ;
- Joseph MOUGUIAMA, Président de Chambre, membre ;
- Vincent LEBONDO LE-MALI, Président de Chambre, membre ;
- Alex-Euv MOUTSIANGOU, Président de Chambre, membre ;
- Murielle MINKOUE MEZUI ép. MINTSA-MI-OWONO, Président de Chambre, membre ;
- Adji BABA TOUKOUR, Conseiller-Maître, membre ;
- Pascal BENGA TONANGOYE, Conseiller-Maître, membre ;
- Alain Richard SIMA, Conseiller-Maître, membre ;
- Andrée Nicole NGWEJENGUE ép. OKILI, Conseiller-Maître, membre ;
- Chéríta NDONG DE SOUZA ép. NDONG MBA, Conseiller-Maître, membre ;
- Mick Lucien ALONGONENE-BOBE, Conseiller-Maître, membre ;
- Hélène Marina KOMBILA ép. BIYOGHE, Conseiller-Maître, membre ;
- Léa Mireille NDOYE LOURY, Conseiller-Maître, membre ;
- Fidèle MOUAGNON, Conseiller-Maître, membre ;
- Pamphile MOUSSAVOU IBOUANGA, Conseiller-Maître, membre ;

- Eric Ildevert MEYE ME NDONG, Conseiller-Maître, membre ;
- Justin LOUNDOU, Conseiller-Maître, membre ;
- Elfride Pascale ABAGA, Conseiller-Maître, membre ;
- Annie AWELOGOSSO, Conseiller-Maître, membre,

Assistés de Michel IKAPI, Secrétaire Général de la Cour des comptes, assurant le secrétariat de la Chambre du Conseil.

Et ont signé

Le Secrétaire Général de la
Cour des comptes,
Secrétaire de la Chambre
du Conseil



Le Premier Président de la
Cour des comptes,
Président de la Chambre du
Conseil

Gilbert NGOULAKIA.

Loi n° _____/2019

déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.

Le Parlement a délibéré et adopté ;
Le Président de la République,
Chef de l'Etat,
promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution et des articles 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- De l'autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2020 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :



« **Article 582 alinéa 2 nouveau** : sont notamment soumises au droit de 2% visé à l'alinéa précédent, les reventes de véhicules terrestres à moteur de toute nature. La délivrance de la carte grise par les services du ministère en charge des transports est subordonnée à la présentation de l'acte de cession du véhicule dûment enregistré. »

TITRE 1 - IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

CHAPITRE 1 - CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT

Section 3 - Territorialité

« **Article 7 nouveau** : Sous réserve des dispositions des conventions internationales, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés en tenant compte des bénéfices obtenus dans les entreprises exploitées ou sur les opérations réalisées au Gabon.

Il en est de même de la plus-value réalisée lors du transfert de droits sociaux de personnes dont l'actif est constitué majoritairement de tels droits ou de droits détenus directement ou indirectement dans une société située au Gabon. »

TITRE I - IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)

CHAPITRE 2 – BENEFICES IMPOSABLES

Section 3 – Charges déductibles

Sous-section 1- Frais généraux

« **Article 11-I-2 alinéa 2** : Cependant, lorsqu'un associé détient directement ou indirectement au moins 10% des parts ou des actions d'une société, le produit de ses locations, autres que celles des immeubles, consenties à cette société ne peut être admis dans les charges de l'entreprise.

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 5 – PAIEMENT DE L'IMPOT

Section 1 – Modalités de recouvrement

« **Article 23 alinéas 6 et 7** : La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser, à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation, le montant de l'impôt dû sur les plus-values de cessions des droits sociaux visées à l'article 7 alinéa 2 du présent code.

En cas de défaillance de la société susvisée, les cessionnaires ou bénéficiaires de la plus-value réalisée sont solidaires du paiement de l'impôt.



(Le reste sans changement)

Sous-section 2- Charges financières

« **Article 11-II-1 alinéa 2** : Les intérêts servis directement ou indirectement aux associés à raison des sommes qu'ils laissent ou mettent à la disposition de la société en sus de leur part de capital, quelle que soit la forme de la société, sont admis dans la limite de ceux calculés au taux des avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, en abrégée B.E.A.C, majoré de deux points. »

TITRE II – IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

CHAPITRE 4 – CALCUL DE L'IMPOT

Section 1 – IRPP

« **Article 172 nouveau** : Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier, ses enfants légitimes, reconnus, adoptifs **ou les enfants recueillis sur décision de justice au foyer** :

- mineurs, d'une part ;
- majeurs, d'autre part, lorsqu'ils justifient de la poursuite de leurs études jusqu'à l'âge de 28 ans ou lorsqu'ils sont infirmes. »

TITRE 2- IRPP

Chapitre 3 : Obligations déclaratives

« **Article 167 ter alinéa 1 nouveau** : Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires, moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de déposer au plus tard le 30 avril de chaque année au Centre des Impôts compétent, **une déclaration annuelle des salaires** présentant, pour chacune des personnes qu'ils ont employées au cours de l'année précédente, les indications suivantes :

- nom(s), prénom(s), emploi et adresse ;
- montant des traitements, salaires et rétributions payés, soit en argent, soit en nature pendant ladite année avant et après déduction des retenues pour retraite ;
- montant des retenues effectuées au titre de l'IRPP dans la catégorie des traitements, salaires, pensions et rentes viagères ;
- période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle est inférieure à une année ;
- montant des indemnités pour frais d'emploi ou de service.

(Le reste sans changement)

LIVRE 4- DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

TITRE 1- DROITS D'ENREGISTREMENT



CHAPITRE 8- DE LA FIXATION DES DROITS

Section 1- Actes soumis aux droits fixes

Sous-section 3- Actes soumis au droit proportionnel de 3%

« **Article 583 alinéa 3** : La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois, à compter de leur réalisation, le montant de l'impôt visé à l'alinéa 3 ci-dessus.

En cas de défaillance de la société susvisée, les cessionnaires ou bénéficiaires de la plus-value réalisée, sont solidaires du paiement de l'impôt.

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 9- Des actes soumis à un visa spécial tenant lieu de l'enregistrement en débet, enregistrés gratis ou exempts de l'enregistrement

Section 2- Actes à enregistrer gratis

« **Article 640, Alinéa 2 nouveau** : Pour bénéficier de la dispense, les entreprises et organismes ci-dessus doivent, préalablement à l'exécution du programme d'investissement, être titulaire d'un agrément délivré par arrêté du ministre de l'habitat après avis motivé de la Commission d'exonération. »

« **Article 640, Alinéa 3** : La non réalisation ou la réalisation partielle des investissements projetés, de même que la violation des dispositions légales et réglementaires entraînent le retrait de l'agrément et la taxation immédiate, sans préjudice des sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du présent code. »

TITRE 2- CONTROLE DE L'IMPOT

CHAPITRE 1- DROIT DE CONTROLE

Section 3- Procédure de redressement

Sous-section 1- Procédure de redressement contradictoire

« **Article P-847 alinéa 2** : Pour le décompte du délai prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, il n'est pas tenu compte des jours fériés et des week-ends. »

« **Article P-847 alinéa 2** : Pour le décompte du délai prévu à l'alinéa 1^{er} ci-dessus, il n'est pas tenu des jours fériés et des week-ends. »

Sous-section 2 - Procédure de taxation d'office



« **Article P-851 alinéa 3** : Le refus du contribuable ou son représentant de réceptionner des documents, pièces de procédures, actes de poursuites ou tout autre document à lui présenter, est constaté par l'agent des impôts sur un procès-verbal. La date du procès-verbal sert de point de départ au délai de mise en demeure de 7 jours préalables à la mise en place de la procédure de taxation d'office.

(Le reste sans changement)

Section 2 – Modalités d'exercice du droit de contrôle

Sous-section 1- Vérification surplace

« **Article P-840 bis** : Par exception aux articles susvisés, l'administration fiscale peut effectuer des vérifications sur place en cas de découverte d'exercice d'activités occultes non déclarées et de non-respect des obligations déclaratives et de paiement, sans envoi préalable d'un avis de vérification.

Elle procède dans ce cas immédiatement à l'immatriculation du contribuable défaillant, à la détermination et au recouvrement des impositions dont il est redevable.

Les agents des impôts procèdent aux opérations ci-dessus sur présentation préalable d'un titre de mission à peine de nullité. »

« **Article P-852- 6°** : La procédure de taxation d'office s'applique également :
- aux personnes visées à l'article P-840 bis, sans mise en demeure préalable. »

« **Article P-853 alinéa 2** : En cas d'exercice d'activités occultes, non déclarées ou de non-respect des obligations déclaratives et de paiement, les impôts sont liquidés et mis en recouvrement immédiatement, sans envoi préalable d'une notification de redressement. »

TITRE 3- RECOUVREMENT DE L'IMPOT

CHAPITRE 2 – MODALITES DE RECOUVREMENT

Section 1- Avis de mise en recouvrement

« **Article 911 alinéa 3** : En cas de dépôt de déclaration sans paiement, les montants dus sont immédiatement mis en recouvrement par les services. »

« **Article 911 bis** : Nonobstant l'article précédent, le recouvrement des impôts dus pour les activités occultes, non déclarées ou défaillantes au regard des obligations déclaratives et de paiement, se fait au moyen d'un imprimé fourni par l'administration. »

TITRE 4- SANCTIONS

CHAPITRE 1- SANCTIONS FISCALES

Section 3- Pénalités particulières



Sous-section 9 bis –Dépôt tardif ou absence de dépôt d’une déclaration statistique et fiscale ou d’une déclaration annuelle des salaires.

« **Article P-1009 bis nouveau** : Le dépôt tardif ou l’absence de dépôt d’une déclaration statistique et fiscale ou d’une déclaration annuelle des salaires est sanctionné par une amende forfaitaire de 50 000 FCFA par mois avant mise en demeure. Cette amende est portée à 200 000 FCFA par mois de retard après mise en demeure de déclarer, sans toutefois excéder 5 000 000 FCFA. »

TITRE 5- CONTENTIEUX DE L’IMPOT

CHAPITRE 1- CONTENTIEUX DE L’IMPOSITION

Section 3- Conséquences des décisions prises sur les réclamations et des décisions des juridictions

Sous-section 1- La compensation

« **Article P-1089 alinéa 3** : Par dérogation aux dispositions du présent article, la compensation s’opère sur l’ensemble des dettes et des créances fiscales pour les contribuables qui cessent définitivement leurs activités. »

DISPOSITIONS NON CODIFIEES

A- L’IMPOT SYNTHETIQUE LIBERATOIRE

« **Article 13-I alinéa 2 nouveau** : Les tarifs de l’ISL sont déterminés selon la nature de l’activité conformément au tableau ci-après :

ACTIVITES	LBV, POG, FCV	Autres communes	Départements
Blanchisseur, pressing et Laverie automatique	250.000	180.000	100.000
Electricité et Climatisation automobile	450.000	250.000	170.000
Tôlerie peinture automobile	500.000	300.000	250.000
Appareils Electroniques et Accessoires (vente de)	500.000	250.000	165.000
- Importation	250.000	150.000	100.000
-N'important pas			
Salon de coiffure vente de produits cosmétiques	120.000	100.000	85.000
-Hommes	180.000	150.000	60.000
-Dames			
Moulin à écraser	165.000	150.000	130.000
Restaurant africain			
-vente boissons non alcoolisées	350.000	250.000	200.000
-sans boissons	190.000	165.000	135.000
E-banking & produits assimilés	185.000	170.000	165.000



Location de véhicules			
-1 à 10 véhicules	300.000	250.000	200.000
-Plus 10 véhicules	400.000	350.000	250.000
Mercurie	450.000	330.000	200.000
Ventes des fruits et légumes	350.000	200.000	165.000
Soudure (Atelier de)	500.000	350.000	200.000
Vente de boissons alcoolisées et à consommer sur place (bar)	150.000	135.000	100.000
Véhicules de remorquage/ dépannage	500.000	300.000	180.000
Ramassage de déchets domestiques	250.000	185.000	130.000
Glacier (crème)	180.000	160.000	135.000
Création de Sites web	200.000	185.000	160.000
Téléphones et accessoires (Vente de)			
-Importation	540.000	350.000	250.000
-N'important pas	350.000	250.000	200.000
Vulcanisateur	100.000	100.000	65.000
Taxi (exploitant individuel)	200.000	150.000	100.000
Photographe			
- Importateur avec établissement fixe	500.000	250.000	175.000
- N'important pas avec établissement fixe	350.000	200.000	150.000
- Sans établissement fixe	250.000	150.000	100.000

(Le reste sans changement)

B- LA PROCEDURE SPECIALE D'AIDE A LA REGULARISATION FISCALE

Article 5 : Par l'effet des dispositions de la présente loi, il est institué, pour la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022, une procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale.

Cette procédure, sans application de sanction, concerne les contribuables qui ont un passif fiscal latent et qui se présentent spontanément auprès des services fiscaux.

Pour les exercices ouverts avant le 1er janvier 2020, les contribuables peuvent introduire leur demande de régularisation fiscale jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 6 : Sont éligibles à la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale, les contribuables qui :

- n'ont jamais souscrit de déclaration d'existence ;
- ont souscrit une déclaration d'existence non suivie de déclarations périodiques ;
- sont régulièrement immatriculés et ayant découvert des erreurs ou omissions dans les déclarations fiscales servant de base au calcul de l'impôt dont ils sont redevables.

Article 7 : Les régularisations des situations fiscales opérées en application de la présente loi, emportent extinction des obligations fiscales, des contribuables bénéficiaires, exigibles au titre de la période visée à l'article 5 ci-dessus par dérogation aux articles P-992 à P-994 du Code Général des Impôts.



Article 8 : Les contribuables en cours de vérification ne peuvent bénéficier de la procédure spéciale de régularisation.

Article 9 : Les contribuables admis à la procédure spéciale de régularisation sont tenus de respecter toutes leurs obligations fiscales pour les périodes ultérieures sous peine de révocation des avantages consentis.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : Les dispositions de l'article 15 de la loi n°047/2018 du 30 janvier 2019 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2019 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 15 nouveau :** Sont redevables de la Contribution pour les Ordures Ménagères, toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité.

Les gabonais économiquement faibles sont exonérés de cette contribution »

Article 11 : Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport public, de marchandises ou de voyageurs, donne droit à la délivrance d'un certificat d'immatriculation au détenteur dudit véhicule. La délivrance du certificat ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie réglementaire.

Article 12 : Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport de marchandises ou de voyageurs donne droit à la délivrance d'une licence d'exploitation délivrée par l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires. La délivrance de la licence d'exploitation ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie réglementaire.

Article 13 : Tout véhicule ferroviaire utilisé pour une activité de transport de marchandises ou de voyageurs donne droit à la délivrance d'un certificat de sécurité délivré par l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires. La délivrance du certificat de sécurité ouvre droit à la perception d'une redevance définie par voie réglementaire.

Article 14 : Le produit des redevances prévues aux articles 11, 12 et 13 est affecté à l'Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires, en abrégé ARTF.

Article 15 : L'immatriculation d'un navire au Gabon ouvre droit à la perception d'une redevance dont les modalités sont définies par voie réglementaire.

Le produit de cette redevance, destiné à la signalisation maritime, est reversé à la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale.

Article 16 : La TVA relative au transport ferroviaire sur le Fret Marchandises, collectée sur une période de quatre années à compter du 1^{er} janvier 2020, est affectée au financement des travaux de réhabilitation des 24 zones instables du Transgabonais.

Le cumul de ladite TVA concédée sur la période ci-dessus définie ne peut excéder la somme de 30.000.000.000 FCFA.



A handwritten signature in dark ink, consisting of stylized initials.

Article 17 : Il est ouvert un compte séquestre à la BEAC alimenté par une partie des taxes reversées par l'entreprise OLAM au cours de l'exercice 2020. Ce compte est destiné au financement des études relatives aux travaux préliminaires de la TRANSGABONAISE dans le cadre d'un *partenariat-public-privé* entre OLAM et l'Etat gabonais.

Le niveau de ce prélèvement est plafonné à la somme de 5.000.000.000 FCFA.

Article 18 : Il est institué une redevance de concession au profit des activités aéronautiques nationales. Celle-ci est prélevée sur les sommes générées par les concessions des aéroports de Libreville.

Le niveau de ce prélèvement est plafonné à la somme de 1.000.000.000 FCFA par an.

CHAPITRE 2- DE L'ÉVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 19 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à **deux mille cent soixante-deux milliards trois cent soixante-huit millions neuf cent soixante-dix-huit mille trois cent soixante-seize (2.162.368.978.376) FCFA dont dix-sept milliards cent trois millions cinq cent quarante-un mille neuf cent trente-six (17.103.541.936) FCFA** au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

RECETTES BUDGETAIRES	LFI 2019	PLF 2020	Ecart LFI 2019/PLF 2020	
			Valeur	%
Titre 1 : Recettes fiscales	1 330 257	1 465 410	135 153	10,16%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	3 458	17 104	13 646	394,64%
Titre 3 : Cotisations sociales	41 340	41 372	32	0,08%
Titre 4 : Autres recettes	738 364	638 484	- 99 881	-13,53%
TOTAL RECETTES	2 113 419	2 162 369	48 950	2,32%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (1/2)

Article	Nature de la recette	LFI 2019	PLF 2020	Ecart	
				LFI 2019/PLF 2020	
				Valeur	%
	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 330 257	1 465 410	135 153	10%
0.100	Impôts sur les sociétés	374 077	492 183	118 106	32%
0.103	Sociétés pétrolières	105 440	170 034	64 594	61%
0.104	Sociétés minières	67 558	90 106	22 548	33%
0.105	Retenues à la source	25 775	28 654	2 880	11%
0.119	Autres sociétés	175 304	203 389	28 085	16%
0.120	Impôts sur les personnes	138 272	152 636	14 364	10%
0.121	Impôts sur le revenu des personnes physiques	55 795	65 761	9 967	18%
0.124	Acomptes versés par les salariés	54 121	56 999	2 878	5%
0.127	Taxe complémentaire sur les salaires	28 318	29 823	1 506	5%
0.128	Impôts forfaitaires sur le revenu	39	53	14	35%
12.20	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	23 907	28 524	4 618	19%
0.130	Taxe de formation professionnelle	2 296	2 411	115	5%
0.160	Droits et taxes sur la propriété	36 932	24 008	-12 924	-35%
0.147	Droits de mutations	24 429	17 947	-6 482	-27%
0.163	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	12 503	6 061	-6 441	-52%
0.180	Taxes sur les biens et services	411 973	403 927	-8 046	-2%
0.181	Redevance d'Usure de la Route	17 939	13 043	-4 896	-27%
0.183	Taxe sur les carburants	1 558	2 143	585	38%
0.184	Taxe sur la valeur ajoutée	319 253	309 709	-9 545	-3%
0.186	Droits d'accises	19 227	23 273	4 046	21%
0.188	Taxe sur les jeux de hasard	920	1 059	138	15%
0.189	Taxe sur les Transferts	4 692	4 464	-228	-5%
0.156	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	8 133	8 652	519	6%
0.190	Contribution Spéciale de solidarité	18 523	24 273	5 751	31%
	Redevance audiovisuelle	1 899	2 032	133	7%
	Taxe sur les véhicules de luxe	2 643	1 291	-1 352	-51%
	Taxe immatriculation personnalisée	497	268	-229	-46%
	Redevance Universelle	2 394	2 394	0	0%
	Contribution Spéciale de l'Eau	1 300	1 021	-279	-21%
	Contribution Spéciale de l'Electricité	8 000	6 823	-1 177	-15%
	Ristournes Licence de transports	150	175	25	17%
	Ristournes Cartes grises	198	124	-74	-38%
	Ristournes Permis de conduire	152	95	-57	-38%
	Ristournes DG Forêts	1 500	1 274	-226	-15%
	Amendes DG Forêts	100	85	-15	-15%
	Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	1 350	1 147	-203	-15%
	Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	35	30	-5	-15%
	Ristournes DG Marine Marchande	650	552	-98	-15%
	Ristournes AGASA	859	0	-859	-100%
0.300	Droits et taxes de douanes	313 830	334 930	21 100	7%
	Droits et taxes à l'importation	289 830	312 850	23 020	8%
	Taxe communautaire d'Intégration	3 159	3 380	221	7%
	Contribution Communautaire d'Intégration	2 829	3 030	201	7%
	Prélèvement OHADA	355	380	25	7%
	Contribution au financement de l'U.A.	547	590	43	8%
	Redevance informatique	17 040	18 830	1 790	11%
	Contentieux (Amendes)	1 218	1 300	82	7%
	Travail Extra Legal	42	40	-2	-4%
	Droit de douane import	117 790	126 060	8 270	7%
	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	117 919	126 930	9 011	8%
	Droit d'accises	19 209	21 940	2 731	14%
	Surtaxe temporaire	69	70	1	1%

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (2/2)

Article	Nature de la recette	LFI 2019	PLF 2020	Ecart	
				LFI 2019/PLF 2020	
				Valeur	%
	Intérêt de crédit	846	870	24	3%
	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	8 717	9 330	613	7%
	Magasinage	73	80	7	10%
	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	18	20	2	14%
	Droits et taxes à l'exportation	24 000	22 080	-1 920	-8%
0.301	Droit de sortie	20 096	19 010	-1 086	-5%
	Taxe d'abattage	3 759	2 830	-929	-25%
	Timbre Douanier	10	10	0	2%
	Taxe sur les produits minéraux	136	230	94	70%
	Autres recettes fiscales	28 969	26 790	-2 179	-8%
0.138	Pénalités sur le revenu et les bénéficiaires	20 777	18 741	-2 036	-10%
0.192	Autres taxes	8 192	8 049	-143	-2%
0.400	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 458	17 104	13 646	395%
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 458	17 104	13 646	395%
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	41 340	41 372	32	0%
	Cotisations retraites (y.c agents publics en détachement)	30 166	28 376	-1 789	-6%
	Cotisations CNAMGS	11 174	12 995	1 821	16%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	738 364	638 484	-99 881	-14%
0.210	Revenus des participations	3 413	3 571	158	5%
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	1	0	-1	-100%
0.213	Participations dans les autres sociétés	3 411	3 571	159	5%
0.250	Revenus du domaine foncier	6 010	1 654	-4 356	-72%
0.260	Revenus du domaine pétrolier	626 112	514 233	-111 879	-18%
0.261	Redevance pétrolière	314 564	278 082	-36 482	-12%
0.262	Contrat de partage	269 543	203 042	-66 501	-25%
0.265	dont transferts à SOGARA	46 331	68 300	21 969	47%
0.263	Redevance superficière	1 228	3 110	1 881	153%
0.264	Boni sur attribution de permis	40 776	30 000	-10 776	-26%
0.270	Revenus du domaine minier	5 327	5 584	257	5%
0.290	Revenus du domaine forestier	8 455	4 135	-4 320	-51%
0.300	Recettes diverses non fiscales	63 049	59 308	-3 741	-6%
0.310	Recettes de régies (R7 affectées)	35 311	34 612	-699	-2%
	. Patentes	4 762	5 821	1 058	22%
	. Licences	558	1 462	904	162%
	. Foncier bâti	7 175	7 590	415	6%
	. Foncier non bâti	3 635	1 738	-1 897	-52%
	. Impôt Synthétique Libérateur	2 738	2 347	-391	-14%
	. Fonds National de l'habitat	4 442	5 175	732	16%
	. Contribution pour les ordures ménagères	12 000	10 480	-1 520	-13%
	Redevance Examen et concours	1 145	1 030	-114	-10%
	Ristourne sur Commission-ANBG	22	0	-22	-100%
	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 050	0	-1 050	-100%
	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
0.339	Autres recettes	24 422	22 676	-1 746	-7%
	Ventes de biens et services	26 000	50 000	24 000	92%
	TOTAL RECETTES PROPRES	2 113 419	2 162 369	48 950	2%

CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 20 : Les recettes affectées aux différentes administrations, suivant le tableau d'affectation ci-dessous, peuvent faire l'objet d'une modification des clés de répartition, par voie réglementaire, sur proposition du ministre chargé de l'Economie et des Finances.



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a 'P'.

Tableau d'affectation des recettes (1/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Router	CNAMGS	Péréquation COLLOCS	CAS Sport	ANPN	CAS Logement	CAS Audio-Ciné	CAS Form. Prof.	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect	Autres
Impôts sur les sociétés																		
Sociétés pétrolières	100																	
Sociétés minières	100																	0
Retenues à la source	100																	0
Autres sociétés	100																	0
Impôts sur les personnes																		
Impôts sur le revenu des personnes physiques	91,50	8			0,50													0
Acomptes versés par les salariés	91,50	8			0,50													0
Taxe complémentaire sur les salaires	100		0	0														
Impôts forfaitaires sur le revenu	100	0																
Autres impôts sur les personnes	100																	0
Versements forfaitaires sur les salaires	100																	
Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	100																	
Taxe de formation professionnelle	0									100								
Droits et taxes sur la propriété																		
Taxes sur les terrains et valeurs locatives	100																	
Droits de mutations	100																	
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	100																	
Taxes sur les biens et services																		
Redevance d'Usure de la Route	0		100															
Taxe sur les carburants	30	70																
Taxe sur la valeur ajoutée	100																	
Droits d'accises	78,50					20,50												1
Taxe sur les jeux de hasard	60					30	10											
Taxe sur les Transferts	100			0														0
Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	0			100														
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100		0															
Contribution Spéciale de solidarité	0			100														
Redevance audiovisuelle	0								100									
Taxe sur les véhicules de luxe	100																	
Taxe immatriculation personnalisée	100																	
Redevance Universelle	0														100			
Contribution Spéciale de l'Eau	0															100		
Contribution Spéciale de l'Electricité	0																100	



Tableau d'affectation des recettes (2/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMIGS	Péréquation	CAS Sport	ANPN	CAS L'homme	CAS Audio-	CAS Form	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service	Fonds de l'Etat	Fonds de l'Etat	Autres
Ristournes Licence de transports	60																	40
Ristournes Cartes grises	60																	40
Ristournes Permis de conduire	60																	40
Ristournes DG Forêts	100																	
Amendes DG Forêts	100																	
Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	100																	
Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	100																	
Ristournes DG Marine Marchande	100																	
Droits et taxes de douanes																		
Droits et taxes à l'importation																		
Taxe communautaire d'Intégration	0										100							
Contribution Communautaire d'Intégration	0											100						
Prélèvement OHADA	0												100					
Contribution au financement de l'U.A.	0													100				
Redevance informatique	100																	
Contentieux (Amendes)	100																	
Travail Extra Legal	100																	
Droit de douane import	100																	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	100																	
Droit d'accises	100																	
Surtaxe temporaire	100																	
Intérêt de crédit	100																	
Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	0			100														
Magasinage	100																	
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	100																	
Ventes aux enchères	100																	
Droits et taxes à l'exportation	100																	
Droit de sortie	100																	
Taxe d'abattage	100																	
Timbre Douanier	100																	
Taxe sur les produits minéraux	100																	
Autres recettes fiscales																		
Taxes diverses	100																	
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	100																	
Autres taxes	100																	



JP

Tableau d'affectation des recettes (3/3) (en pourcentage)

Nature de la recette	ETAT	COLLOCS	CAS Entr. Routier	CNAMGS	Péréquat ion	CAS	ANPN	Logemen	CAS Audio-	CAS Form.	CAS CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service	Fonds de l'Eau	Fonds de l'Elect.	Autres
Recettes non fiscales																		
Revenus des participations																		
Participations dans les sociétés pétrolières	100																	
Participations dans les autres sociétés	100																	
Revenus du domaine foncier	100																	
Revenus du domaine pétrolier																		
Redevance pétrolière	100																	
Contrat de partage	100																	
<i>dont recettes affectées aux fluctuations des prix des produits raffinés</i>	100																	
Redevance superficière	100																	
Boni sur attribution de permis	100																	
Revenus du domaine minier	100																	
Revenus du domaine forestier	100																	
Recettes diverses non fiscales																		
Recettes de régies (R7 affectées)																		
. Patentes	30	70																
. Licences	30	70																
. Foncier bâti	30	70																
. Foncier non bâti	30	70																
. Impôt Synthétique Libératoire	30	70																
. Contribution pour les ordures ménagères	0																	100
. Fonds National de l'habitat	0							100										
. Taxe vicinale	100																	
Autres (amendes, confiscations et saisies, etc.)	100																	
Recettes affectées DG Agriculture	0																	100
Redevance Examen et concours	0																	100
Ristourne sur Commission-ANBG	0																	100
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0																	100
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0																	100
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0																	100
Ristournes issues des contrôles	0																	100
Autres recettes	100																	0
Ventes de biens et services	100																	
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	100																	
Remboursements nets des prêts	100																	
COTISATIONS SOCIALES																		
Cotisations retraites	0																	100
Prélèvements sociaux	100																	
Cotisations CNAMGS	0			100														



GP

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 21 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 22 : Les comptes d'affectation spéciale, intitulés *Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Service universel des communications électroniques, Financement de l'habitat et Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants* sont reconduits.

Article 23 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Service public de l'eau et de l'électricité* destiné à la création et l'entretien des réseaux d'eau et d'éclairage publics.

Article 24 : Le compte d'affectation spéciale intitulé *Service public de l'eau et de l'électricité*, retrace :

En recettes :

- redevance de l'eau ;
- redevance de l'électricité ;

En dépenses :

- consommations en eau et en électricité des collectivités locales ;
- développement et entretien des installations d'eau à usage public ;
- travaux d'entretien des réseaux d'éclairage public et des installations;
- travaux d'extension des réseaux d'éclairage public et des installations.

Article 25 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé *Salubrité publique* destiné à l'assainissement et à la gestion des déchets des collectivités locales.

Article 26 : Le compte d'affectation spéciale intitulé *Salubrité publique*, retrace :

En recettes :

- redevance des ordures ménagères ;

En dépenses :

- ramassage de déchets ;
- curage des caniveaux ;
- balayage des rues ;
- construction des centres de traitement et de stockage.

Article 27 : Pour tous les comptes d'affectation spéciale, à l'exception de ceux relatifs aux *Pensions* et aux *Prestations familiales et sociales*, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale *Pensions* sont fixés à 5% et sont uniquement calculés sur la part patronale de l'Etat des dépenses de pension.



Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale Prestations familiales et sociales.

Article 28 : La part patronale, au titre des pensions des agents publics, alimentant le compte d'affectation spéciale Pensions pour l'année 2020 est fixée à 31.391.000.000 FCFA.

Article 29 : Les ressources collectées au profit des comptes spéciaux visés aux articles 22, 23 et 25, ci-dessus, en vue de couvrir les prestations y relatives, sont imputées aux sous-comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 30 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

B- Des attributions de produits

Article 31 : Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attribution de produits, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire qu'après réalisation des prestations qui lui incombent.

Article 32 : Les plafonds de dépenses liées aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le Responsable de la régulation budgétaire à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

Article 33 : Les dispositions relatives aux attributions de produits, autorisées dans les lois de finances antérieures, concernant les recettes ci-dessous sont abrogées :

- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale des Forêts ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
- ristournes sur amendes et pénalités affectées à la Direction Générale de la Marine Marchande ;
- redevance informatique affectées à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- contentieux et amendes affectés à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- travail extra légal affecté à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- magasinage affecté à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;



- contrôle spécifique, instruments de mesure affectés à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- pénalités sur le revenu et les bénéfices affectées à la Direction Générale des Impôts ;
- contentieux TVA affectés à la Direction Générale des Impôts ;
- contentieux TSIL affectés à la Direction Générale des Impôts ;
- fonds de péréquation des collectivités affecté aux Collectivités Locales ;
- amendes affectées à l'AGASA ;
- ristourne sur commission affectée à l'ANBG ;
- ristourne sur amendes et divers affectée à l'ANUTTC ;
- taxe sur les jeux de hasard affectée à l'ANPN ;
- contribution spéciale de solidarité / GEF affecté à la CNAMGS ;
- cotisations des agents affectées à la CNAMGS ;
- Fonds Spécial Eau affecté au CNEE ;
- Fonds Spécial Electricité affecté au CNEE.

Article 34 : Au titre de l'exercice 2020, sont bénéficiaires des attributions de produits visées à l'article 31 ci-dessus, les entités ci-après :

BENEFICIAIRES	MONTANT (En millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/PLF 2020	
	LFI 2019	PLF 2020	Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	58 335	2 176	-56 159	-96%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	192	0	-192	-100%
Licence de transports (DGTT)	60	70	10	17%
Cartes grises (DGTT)	79	50	-30	-38%
Permis de conduire (DGTT)	61	38	-23	-38%
DG Forêts	640	0	-640	-100%
DG Pêches et de l'aquaculture	540	0	-540	-100%
DG Environnement et de la Protection de la nature	14	0	-14	-100%
DG Marine Marchande	260	0	-260	-100%
DG Douanes (Redevance informatique)	3 408	0	-3 408	-100%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	244	0	-244	-100%
DG Douanes (Travail Extra Legal)	8	0	-8	-100%
DG Douanes (Magasinage)	15	0	-15	-100%
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	4	0	-4	-100%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	4 155	0	-4 155	-100%
DG Impôts (contentieux TVA)	1 596	0	-1 596	-100%
DG Impôts (contentieux TSIL)	625	0	-625	-100%
Redevance Examen et concours	1 145	1 030	-114	-10%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
CNAMGS (GEF)	27 240	0	-27 240	-100%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	0	-11 174	-100%
ANPN	92	0	-92	-100%
Fonds de Péréquation des collectivités	550	0	-550	-100%
CNEE (Fonds Spécial Eau)	520	0	-520	-100%
CNEE (Fonds Spécial Electricité)	3 200	0	-3 200	-100%
AGASA	343	0	-343	-100%
Ristourne sur Commission-ANBG	22	0	-22	-100%
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 050	0	-1 050	-100%



CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 35 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 36 : Pour l'année budgétaire 2020, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à **vingt-cinq milliards deux cent cinq millions quatre cent vingt-huit mille cent dix (25.205.428.110) FCFA**, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/PLF 2020	
	LFI 2019	PLF 2020	Valeurs	%
Impôts sur le revenu des personnes physiques	0	5 590	5 590	-
Acomptes versés par les salariés	0	4 845	4 845	-
Taxe sur les carburants	1 091	1 500	409	38%
Patentes	3 334	4 074	741	22%
Licences	391	1 024	633	162%
Foncier bâti	5 022	5 313	291	6%
Foncier non bâti	2 545	1 217	-1 328	-52%
ISL	1 917	1 643	-274	-14%
Contribution pour les ordures ménagères	12 000	0	-12 000	-100%
TOTAL RECETTES	26 299	25 205	-1 094	-4%

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 37 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit notamment :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 38 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à **sept milliards trois cent quatre-vingt millions (7.380.000.000) FCFA** au titre de l'année 2020.

Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/PLF 2020	
	LFI 2019	PLF 2020	Valeurs	%
Contributions Communautaires	6 890	7 380	490	7,10%
Taxe communautaire d'Intégration	3 159	3 380	221	6,99%
Contribution Communautaire d'Intégration	2 829	3 030	201	7,09%
Prélèvement OHADA	355	380	25	7,07%
Contribution à l'Union Africaine.	547	590	43	7,88%



C- Les dispositions relatives aux établissements publics

Article 39 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics sont estimées à **quarante-six milliards sept cent quatre millions six cent huit mille deux quatre (46.704.608.204) FCFA**, conformément aux dispositions en vigueur, sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature de la recette	Montant (en millions de FCFA)		Ecart LFI 2019/PLF 2020	
	LFI 2019	LFI 2020	Valeurs	%
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	92	106	14	15%
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	27 240	33 603	6 363	23%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	12 995	1 821	16%
TOTAL RECETTES	38 506	46 705	8 198	55%

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 40 : Les dépenses du budget de l'Etat pour l'année 2020, sont arrêtées à **deux mille cinquante et un milliards sept cent trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent neuf (2.051.703.396.409) FCFA**.

Elles comprennent :

- les dépenses du budget général, arrêtées à **mille neuf cent vingt-six milliards neuf cent soixante-huit millions trente-trois mille quatre cent sept (1.926.968.033.407) FCFA** dont **deux milliards cent soixante-seize millions cent trente-un mille quatre cent cinquante (2.176.131.450) FCFA** en attribution de produits (ADP) aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, subventions aux collectivités locales et prélèvement aux établissements publics ;
- les dépenses des comptes d'affectation spéciale, chiffrées à **cent vingt-quatre milliards sept cent trente-cinq millions trois cent soixante-trois mille deux (124.735.363.002) FCFA**.



Tableau des plafonds de dépenses du budget général (1/2)

Titres et catégories	LF 2019	PLF 2020	Ecart LFI 2019/PLF 2020	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	255 594	240 832	-14 762	-6%
Extérieure	164 160	159 408	-4 751	-3%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	152 160	147 408	-4 751	-3%
<i>Bilatéraux</i>	20 328	20 362	34	0%
<i>Multilatéraux</i>	29 938	25 340	-4 598	-15%
<i>Banques</i>	23 389	10 729	-12 660	-54%
<i>Marchés Financiers</i>	78 505	90 978	12 473	16%
Intérêts-commissions et frais	12 000	12 000	0	0%
<i>Pertes sur change</i>	8 000	8 000	0	0%
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	4 000	4 000	0	0%
Intérieur	91 435	81 424	-10 011	-11%
Intérieurs-DGD	77 429	65 698	-11 731	-15%
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	77 429	65 698	-11 731	-15%
<i>Banques intérieures</i>	26 789	22 598	-4 192	-16%
<i>Moratoires</i>	15 488	12 512	-2 976	-19%
<i>Marchés Financiers</i>	35 152	30 589	-4 563	-13%
Trésor-dette	14 005	15 725	1 720	12%
<i>Tirage FMI (intérêts)</i>	2		-2	-100%
<i>Facilités de caisse</i>	4 496	4 204	-292	-7%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	8 370	10 443	2 073	25%
<i>Autres frais bancaires</i>	1 136	1 079	-57	-5%
Titre 2. Dépenses de personnel	672 760	661 034	-11 726	-2%
Rémunérations du personnel	672 760	661 034	-11 726	-2%
<i>dont Solde permanente</i>	610 760	608 034	-2 726	0%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	47 000	38 000	-9 000	-19%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	15 000	15 000	0	0%
Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538	252 248	-36 291	-13%
<i>Remboursement TVA</i>	115 294	89 215	-26 079	-23%
<i>Autres biens et services</i>	159 101	160 857	1 756	1%
<i>Attributions de Produits</i>	14 144	2 176	-11 968	-85%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	192	0	-192	-100%
Licence de transports (DGTT)	60	70	10	17%
Cartes grises (DGTT)	79	50	-30	-38%
Permis de conduire (DGTT)	61	38	-23	-38%
DG Forêts	640	0	-640	-100%
DG Pêches et de l'aquaculture	540	0	-540	-100%
DG Environnement et de la Protection de la nature	14	0	-14	-100%
DG Marine Marchande	260	0	-260	-100%
DG Douanes (Redevance informatique)	3 408	0	-3 408	-100%
DG Douanes (Contentieux/Amendes)	244	0	-244	-100%
DG Douanes (Travail Extra Legal)	8	0	-8	-100%
DG Douanes (Magasinage)	15	0	-15	-100%
DG Douanes (Contrôle spécifique (instruments de mesure))	4	0	-4	-100%



Tableau des plafonds de dépenses du budget général (2/2)

Titres et catégories	LF 2019	PLF 2020	Ecart LFI 2019/PLF 2020	
			Valeur	%
DG Impôts (Pénalités sur le revenu et les bénéfices)	4 155	0	-4 155	-100%
DG Impôts (contentieux TVA)	1 596	0	-1 596	-100%
DG Impôts (contentieux TSIL)	625	0	-625	-100%
Redevance Examen et concours	1 145	1 030	-114	-10%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	397	357	-40	-10%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	101	91	-10	-10%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	600	540	-60	-10%
Titre 4. Dépenses de transfert	245 435	168 761	-76 673	-31%
<i>dont:</i>				
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>	<i>21 000</i>	<i>17 305</i>	<i>-3 695</i>	<i>-18%</i>
<i>Attributions de Produits</i>	<i>66 656</i>	<i>0</i>	<i>-66 656</i>	<i>-100%</i>
CNAMGS (GEF)	27 240	0	-27 240	-100%
CNAMGS (Agents Publics)	11 174	0	-11 174	-100%
ANPN	92	0	-92	-100%
CEMAC	3 159	0	-3 159	-100%
CEEAC	2 829	0	-2 829	-100%
OHADA	355	0	-355	-100%
UA	547	0	-547	-100%
Fonds de Péréquation des collectivités	550	0	-550	-100%
Collectivités locales	3 575	0	-3 575	-100%
Collectivités locales (ordures ménagères)	12 000	0	-12 000	-100%
CNEE (Fonds Spécial Eau)	520	0	-520	-100%
CNEE (Fonds Spécial Electricité)	3 200	0	-3 200	-100%
AGASA	343	0	-343	-100%
Ristourne sur Commission-ANBG	22	0	-22	-100%
Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	1 050	0	-1 050	-100%
Titre 5. Dépenses d'investissement	381 043	513 226	132 182	35%
<i>Financements sur ressources propres</i>	<i>186 720</i>	<i>220 046</i>	<i>33 326</i>	<i>18%</i>
<i>Financements extérieurs</i>	<i>183 599</i>	<i>293 180</i>	<i>109 581</i>	<i>60%</i>
<i>Collectivités locales</i>	<i>10 724</i>	<i>0</i>	<i>-10 724</i>	<i>-100%</i>
Titre 6. Autres dépenses	64 500	90 867	26 367	41%
Intérieurs-AJE	4 000	4 000	0	0%
Protocoles transactionnels	1 000	1 000	0	0%
Condamnations pécuniaires	2 000	2 000	0	0%
Séquestres	500	500	0	0%
Autres	500	500	0	0%
Restructuration des entreprises	54 500	50 837	-3 663	-7%
Coûts sociaux de restructuration	54 500	50 837	-3 663	-7%
Divers	6 000	36 030	30 030	501%
Autres contentieux	6 000	36 030	30 030	501%
TOTAL	1 907 871	1 926 968	19 097	1%



TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 41 : Pour l'année 2020, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont respectivement arrêtées à **deux mille quatre-vingt-trois milliards soixante-dix-huit millions neuf cent quarante-deux mille soixante-un (2.083.078.942.061) FCFA** et à **deux mille cinquante et un milliards sept cent trois millions trois cent quatre-vingt-seize mille quatre cent neuf (2.051.703.396.409) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :



Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	PLF 2020	Dépenses	PLF 2020	Soldes
BUDGET GENERAL				31 376
Titre 1. Recettes fiscales	1 432 596	Titre 1. Charges financières de la dette	240 832	
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	17 104	Titre 2. Dépenses de personnel	661 034	
Titre 3. Cotisations sociales	12 995	Titre 3. Dépenses de biens et services	252 248	
Titre 4. Autres recettes	622 829	Titre 4. Dépenses de transfert	168 761	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 085 525	Titre 5. Dépenses d'investissement	513 226	
PRELEVEMENTS	-127 181	Titre 6. Autres dépenses	90 867	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	- 25 205			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	- 7 380			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 31 391			
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 16 500			
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 33 603			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	- 12 995			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	-106			
Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP	2 176	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	2 176	
Redevances Examens et Concours	1 030	ADP examens et concours (DG Examens et concours)		
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	157	ADP Transport terrestre (DGTT)		
Licences, médailles et diplômes sur Travail	988	ADP Travail (DGT)		
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 958 344	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 926 968	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)				
PENSIONS	59 767	PENSIONS	59 767	
Titre 3. Cotisations sociales	59 767	Titre 4. Dépenses de transfert	59 767	
Part salariale (yc agents en détachement)	28 376	Pensions civiles et militaires		
Part patronale de l'Etat	31 391	Pensions spéciales		
PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	PRESTATIONS FAMILIALES	16 500	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	
Allocations familiales	16 500	Prestations familiales	16 500	
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 032	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	2 032	
Titre 1. Recettes fiscales	2 032	Titre 3. Dépenses de biens et services	677	
Redevance audiovisuelle	2 032	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 355	
PROMOTION DU SPORT	5 088	PROMOTION DU SPORT	5 088	
Titre 1. Recettes fiscales	5 088	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 544	
Taxe sur les jeux de hasard	318	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 544	
Droits d'accises	4 771			
FORMATION POUR L'EMPLOI	2 411	FORMATION POUR L'EMPLOI	2 411	
Titre 1. Recettes fiscales	2 411	Titre 3. Dépenses de biens et services	804	
Taxe de formation professionnelle	2 411	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 608	
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 394	
Titre 1. Recettes fiscales	2 394	Titre 3. Dépenses de biens et services		
Redevance Universelle	2 394	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394	
ENTRETIEN ROUTIER	13 043	ENTRETIEN ROUTIER	13 043	
Titre 1. Recettes fiscales	13 043	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 304	
Redevance d'Usure de la Route	13 043	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 739	
PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	5 175	PROMOTION DU LOGEMENT DECENT	5 175	
Titre 4. Autres recettes	5 175	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 035	
Fonds National de l'habitat	5 175	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 140	
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 844	
Titre 1. Recettes fiscales	7 844	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 353	
Redevance de l'eau	1 021	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 491	
Redevance de l'électricité	6 823			
SALUBRITE PUBLIQUE	10 480	SALUBRITE PUBLIQUE	10 480	
Titre 4. Autres recettes	10 480	Titre 3. Dépenses de biens et services	480	
Redevance des ordures ménagers	10 480	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 000	
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	124 735	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX	124 735	
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	2 083 079	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	2 051 703	31 376
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				31 376
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				14 272



Article 42 : Le solde budgétaire global fait ressortir une capacité de financement du budget général de **trente-un milliards trois cent soixante-quinze millions cinq cent quatre-cinq mille six cent cinquante-deux (31.375.545.652) FCFA.**

CHAPITRE 2 – DES CESSIONS D’ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L’ETAT

Article 43 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d’endettement public 2019-2021.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d’endettement arrêtées dans cette stratégie.

Il est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le ministre chargé de l’Economie est seul, habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l’Etat les emprunts et conventions.

Article 44 : Le Gouvernement est autorisé à procéder aux cessions d’actifs non stratégiques de l’Etat, au titre de l’exercice budgétaire 2020. Lesdites cessions d’actifs ne peuvent excéder un montant de **cinquante milliards (50.000.000.000) FCFA.**

Les cessions ci-dessus visées concernent essentiellement la Banque Internationale pour le Commerce et l’Industrie du Gabon, la Société d’Energie et d’Eau du Gabon, l’Union Gabonaise des Banques et Gabon Télécom.

Article 45 : Le Gouvernement est autorisé à émettre des obligations internationales, appelées Eurobonds, sur le marché financier international pour un montant équivalant à la somme d’**un milliard** de dollars américains.

Cette émission obligataire internationale fait l’objet d’un traitement fiscal dérogatoire. A ce titre, elle est exonérée de tout impôt, droit et taxe de toute nature assis sur les sommes à payer par l’Etat gabonais en principal et en intérêts aux souscripteurs et sur tout type de transaction ou opération relative à ces titres.

Article 46 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de **mille deux cent soixante-dix-neuf milliards soixante-dix millions trois cent vingt-six mille soixante-neuf (1.279.070.326.069) FCFA** contre un niveau de ressources de **mille deux cent quarante-sept milliards six cent quatre-vingt-quatorze millions sept cent quatre-vingt mille quatre cent seize (1.247.694.780.416) FCFA.**

Il en résulte un besoin de financement de **trente-un milliards trois cent soixante-quinze millions cinq cent quatre-cinq mille six cent cinquante-deux (31.375.545.652) FCFA.** Ce besoin de financement est équilibré par la capacité de financement constatée à l’article **42 de la présente loi.**

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de FCFA, dans le tableau ci-dessous :



Tableau de flux de trésorerie

	LFI 2019	PLF 2020	Ecart LFI 2019/PLF 2020	
			Valeur	%
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement dette extérieure	354 376	661 322	306 946	87%
Emprunts extérieurs-courants	354 376	661 322	306 946	87%
Bilatéraux	50 987	55 851	4 864	10%
Multilatéraux	40 193	114 952	74 759	186%
Banques	263 196	80 722	-182 474	-69%
Marché international	-	409 797	409 797	-
Amortissement des prêts du secteur bancaire	263 518	306 641	43 123	16%
Intérieur-DGD	263 518	306 641	43 123	16%
Emprunts intérieurs-courants	263 518	306 641	43 123	16%
Banques	74 148	73 698	- 450	-1%
Moratoires	72 634	76 876	4 243	6%
Divers	2 500	-	-2 500	-100%
Marchés Financiers	114 236	156 067	41 831	37%
Autres amortissements	152 190	139 361	-12 829	-8%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	-	-	-	-
Instances Trésor de la période précédente	63 739	74 722	10 983	17%
Arriérés de TVA	88 451	64 639	-23 812	-27%
Prêts et avances	244 216	171 746	-72 470	-30%
Fonds Souverain de la RG	98 413	-	-98 413	-100%
Prêts nets à SOGARA	28 331	-	-28 331	-100%
Dépôts BEAC	117 472	171 746	54 274	46%
Total	1 014 300	1 279 070	264 770	26%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	679 520	390 402	-289 118	-43%
Tirages sur conventions en cours	143 075	226 297	83 222	58%
Tirages sur nouvelles conventions	37 067	19 780	-17 287	-47%
Tirages sur prêts programmes	499 378	144 325	-355 053	-71%
Partenariats Public-Privé	-	30 000	30 000	-
Emissions de titres publics	120 000	735 424	615 424	513%
Emissions de titres publics sur le Marché international	-	585 424	585 424	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	120 000	150 000	30 000	25%
Financement non bancaire	120 479	91 869	-28 610	-24%
Règlement arriérés fiscaux	35 000	5 000	-30 000	-86%
Accumulation des instances	85 479	86 869	1 390	2%
Total	919 999	1 247 695	327 696	36%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 94 302	- 31 376		
Solde budgétaire global	94 302	31 376		
Solde net	0	-0		

Article 47 : Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à **trois mille trois cent trente milliards sept cent soixante-treize millions sept cent vingt-deux mille quatre cent soixante-dix-huit (3.330.773.722.478) FCFA.**



CHAPITRE 3 – DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 48 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à **deux cent quarante milliards huit cent trente-deux millions cent soixante-quatre mille quarante-sept (240.832.164.047) FCFA**, et les amortissements de prêts d'un montant de **mille cent sept milliards trois cent vingt-quatre millions cent quarante-sept mille six cent trente-cinq (1.107.324.147.635) FCFA** pour le budget 2020, est arrêté à la somme de **mille trois cent quarante-huit milliards cent cinquante-six millions trois cent onze mille six cent quatre-vingt-deux (1.348.156.311.682) FCFA**.

CHAPITRE 4 – DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 49 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2020, par programme et titre de dépenses, à **soixante-douze milliards quatre cent dix-huit millions six cent soixante-huit mille cent vingt-trois (72.418.668.123) FCFA**, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre
(En millions F CFA)

Titres et catégories	Taux de réserve/programme	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	17%	21 227
Titre 4. Dépenses de transfert	12%	9 393
Titre 5. Dépenses d'investissement	17%	30 894
Titre 6. Autres dépenses	12%	10 904
Total		72 419

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les comptes d'affectation spéciale, les attributions de produits, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates, les loyers des diplomates, les bourses, les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que toutes les autres dépenses sociales décrites ci-dessous :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;



- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Article 50 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 51 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susmentionnée et suivant le rapport du ministre chargé de l'Economie et des Finances, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds de stabilisation	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER – DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 52 : Au titre de l'exercice budgétaire 2020, **quarante (40) missions** sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LF 2019		PLF 2020		Ecart
		Montant	Montant hors ADP	Attribut de Produit (ADP)	Montant y compris (ADP)	
1	Action extérieure de l'Etat	32 733 146 803	23 001 198 408	0	23 001 198 408	-9 731 948 395
2	Administration du territoire	74 993 459 565	25 123 598 599	0	25 123 598 599	-49 869 860 966
3	Agriculture, élevage et pêche	17 529 125 413	17 697 961 485	0	17 697 961 485	168 836 072
4	Aménagement du territoire et tourisme	5 395 704 002	27 389 076 324	0	27 389 076 324	21 993 372 322
5	Conseil et contrôle	2 148 941 662	2 567 374 276	0	2 567 374 276	418 432 614
6	Culture et éducation populaire	3 428 452 814	5 809 093 651	0	5 809 093 651	2 380 640 837
7	Défense	156 380 536 756	156 245 093 060	0	156 245 093 060	-135 443 696
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	10 431 772 972	14 305 138 608	0	14 305 138 608	3 873 365 636
9	Economie forestière et protection de l'environnement	14 567 174 709	20 944 980 483	0	20 944 980 483	6 377 805 774
10	Communication	27 548 715 957	24 442 057 393	0	24 442 057 393	-3 106 658 564
11	Education nationale	198 245 108 254	237 560 753 812	1 030 426 650	238 591 180 462	40 346 072 208
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	85 935 030 559	84 921 192 219	0	84 921 192 219	-1 013 838 340
13	Entrepreneuriat et commerce	11 553 227 495	10 476 546 414	0	10 476 546 414	-1 076 681 081
14	Gestion des finances publiques	448 733 953 123	414 962 827 674	0	414 962 827 674	-33 771 125 449
15	Constructions, logements et équipements collectifs	175 763 533 390	128 946 140 726	0	128 946 140 726	-46 817 392 664
16	Industrie et mines	2 839 689 846	3 641 117 763	0	3 641 117 763	801 427 917
17	Transports	22 525 139 733	59 909 498 727	157 414 800	60 066 913 527	37 541 773 794
18	Jeunesse, sports et loisirs	16 312 888 871	18 190 524 474	0	18 190 524 474	1 877 635 603
19	Justice	25 015 323 952	27 743 799 932	0	27 743 799 932	2 728 475 980
21	Pouvoirs publics	91 287 068 354	111 163 127 341	0	111 163 127 341	19 876 058 987
22	Prévoyance sociale	90 071 735 254	45 475 211 244	0	45 475 211 244	-44 596 524 010
23	Provisions	4 345 819 346	23 818 437 823	0	23 818 437 823	19 472 618 477
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	35 033 060 569	41 305 269 996	0	41 305 269 996	6 272 209 427
25	Santé	115 020 085 210	113 584 897 055	0	113 584 897 055	-1 435 188 155
26	Sécurité	50 077 999 849	54 691 904 861	0	54 691 904 861	4 613 905 012
27	Stratégie économique	102 128 746 376	89 213 859 028	0	89 213 859 028	-12 914 887 348
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 505 998 259	11 627 150 152	0	11 627 150 152	4 121 151 893
29	Travail, emploi et formation professionnelle	28 634 052 938	46 470 488 397	988 290 000	47 458 778 397	18 824 725 459
30	Dépenses transversales	47 684 837 659	79 628 706 209	0	79 628 706 209	31 943 868 550
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 000 495 421	3 934 875 824	0	3 934 875 824	-65 619 597
Total		1 907 870 825 111	1 924 791 901 958	2 176 131 450	1 926 968 033 408	19 097 208 297
60	CAS Pensions	61 556 778 925	59 767 490 606	0	59 767 490 606	-1 789 288 319
61	CAS Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
62	CAS Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
63	CAS Promotion du sport	4 217 706 312	5 088 483 933	0	5 088 483 933	870 777 621
64	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 899 036 000	2 031 968 520	0	2 031 968 520	132 932 520
65	CAS Formation pour l'Emploi	2 296 476 000	2 411 299 800	0	2 411 299 800	114 823 800
66	CAS Service public de l'eau et de l'électricité	0	7 844 251 811	0	7 844 251 811	7 844 251 811
67	CAS Salubrité publique	0	10 480 000 000	0	10 480 000 000	10 480 000 000
68	CAS Gestion du patrimoine routier et contrôle des carburants	17 939 147 669	13 042 900 000	0	13 042 900 000	-4 896 247 669
69	CAS Financement de l'habitat	4 442 428 685	5 174 543 593	0	5 174 543 593	732 114 908
Total CAS		111 245 998 331	124 735 363 002	0	124 735 363 002	13 489 364 671
Total budget de l'Etat		2 019 116 823 442	2 049 527 264 961	2 176 131 450	2 051 703 396 411	32 586 572 969



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (1/13)

Codes	Libellés	LF 2019	PLF 2020		Ecart
			Montant hors ADP	Attribut de Produit (ADP)	
1	Action extérieure de l'Etat	32 733 146 803	23 001 198 408	0	-9 731 948 395
1.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 867 362 034	7 020 937 786	0	-3 846 424 248
1.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	13 590 860 495	13 606 860 495	0	16 000 000
1.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 774 924 274	1 239 400 127	0	-6 535 524 147
1.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	1 134 000 000	0	634 000 000
1.101	Affaires Etrangères	20 810 942 749	17 520 284 292	0	-3 290 658 457
1.101.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 065 968 565	3 822 230 024	0	-3 243 738 541
1.101.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 971 995 495	11 971 995 495	0	0
1.101.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 272 978 689	726 058 773	0	-546 919 916
1.101.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	1 000 000 000	0	500 000 000
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	6 889 385 512	908 202 554	0	-5 981 182 958
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	136 624 927	144 046 200	0	7 421 273
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 815 000	250 815 000	0	0
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 501 945 585	513 341 354	0	-5 988 604 231
1.115	Affaires consulaires	1 335 227 354	1 127 671 836	0	-207 555 518
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	337 772 354	130 216 836	0	-207 555 518
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	997 455 000	997 455 000	0	0
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	3 647 591 188	3 445 039 726	0	-202 551 462
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 326 996 188	2 924 444 726	0	-402 551 462
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	320 595 000	386 595 000	0	66 000 000
1.122.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000
2	Administration du territoire	74 993 459 565	25 123 598 599	0	-49 869 860 966
2.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 041 171 884	4 219 467 066	0	-821 704 818
2.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 812 203 644	1 512 203 644	0	-300 000 000
2.4	Titre 4. Dépenses de transfert	34 732 352 505	19 169 417 582	0	-15 562 934 923
2.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	33 407 731 532	222 510 307	0	-33 185 221 225
2.136	Administration territoriale	5 743 504 023	6 347 686 086	0	604 182 063
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 512 587 379	3 916 769 442	0	404 182 063
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 362 203 644	1 362 203 644	0	0
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	868 713 000	1 068 713 000	0	200 000 000
2.143	Décentralisation	67 392 826 124	18 288 900 006	0	-49 103 926 118
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	61 455 087	128 195 424	0	66 740 337
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	0
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	33 848 639 505	18 085 704 582	0	-15 762 934 923
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	154 911 278	487 012 507	0	332 101 229
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	64 911 278	174 502 200	0	109 590 922
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	0
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	0	0
2.150.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	222 510 307	0	222 510 307
3	Agriculture, élevage et pêche	17 529 125 413	17 697 961 485	0	168 836 072
3.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 789 695 685	7 520 697 742	0	-268 997 943
3.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 241 354 999	692 355 000	0	-548 999 999
3.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 225 483 687	881 996 076	0	-343 487 611
3.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	7 272 591 042	8 602 912 667	0	1 330 321 625
3.164	Agriculture	7 708 244 258	8 665 156 132	0	956 911 874
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 022 327 273	2 126 405 132	0	104 077 859
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	99 999 999	100 000 000	0	1
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	949 992 611	606 505 000	0	-343 487 611
3.164.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 635 924 375	5 832 246 000	0	1 196 321 625
3.171	Elevage	218 138 585	229 023 400	0	10 884 815
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	127 777 585	138 662 400	0	10 884 815
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	0
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000	0	0
3.178	Pêche et aquaculture	2 220 120 537	1 753 767 070	0	-466 353 467
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 533 065 537	1 606 712 070	0	73 646 533
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	643 355 000	103 355 000	0	-540 000 000
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000	0	0
3.185	Développement rural	4 297 563 055	4 263 189 431	0	-34 373 624
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 369 466 312	1 335 092 688	0	-34 373 624
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	0
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	216 430 076	216 430 076	0	0
3.185.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 636 666 667	2 636 666 667	0	0
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	3 010 058 978	2 786 825 452	0	-223 233 526
3.192.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 737 058 978	2 313 825 452	0	-423 233 526
3.192.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	273 000 000	339 000 000	0	66 000 000
3.192.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (2/13)

Codes	Libellés	LF 2019	PLF 2020			Ecart
			Montant hors ADP	Attribut de Produit (ADP)	Montant y compris (ADP)	
4	Aménagement du territoire et tourisme	5 395 704 002	27 389 076 324	0	27 389 076 324	21 993 372 322
4.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 614 967 002	1 708 339 324	0	1 708 339 324	93 372 322
4.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	212 500 000	412 500 000	0	412 500 000	200 000 000
4.4	Titre 4. Dépenses de transfert	68 237 000	118 237 000	0	118 237 000	50 000 000
4.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 500 000 000	25 150 000 000	0	25 150 000 000	21 650 000 000
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	838 404 776	991 616 920	0	991 616 920	153 212 144
4.199.2	Titre 2. Dépenses de personnel	725 904 776	879 116 920	0	879 116 920	153 212 144
4.199.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	112 500 000	112 500 000	0	112 500 000	0
4.204	Pilotage et soutien à la politique de décentralisation	0	25 000 000 000	0	25 000 000 000	25 000 000 000
4.204.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
4.204.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	24 800 000 000	0	24 800 000 000	24 800 000 000
4.206	Tourisme	4 557 299 226	1 397 459 404	0	1 397 459 404	-3 159 839 822
4.206.2	Titre 2. Dépenses de personnel	889 062 226	829 222 404	0	829 222 404	-59 839 822
4.206.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
4.206.4	Titre 4. Dépenses de transfert	68 237 000	118 237 000	0	118 237 000	50 000 000
4.206.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 500 000 000	350 000 000	0	350 000 000	-3 150 000 000
5	Conseil et Contrôle	2 148 941 662	2 567 374 276	0	2 567 374 276	418 432 614
5.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 046 691 662	1 165 124 276	0	1 165 124 276	118 432 614
5.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 096 250 000	1 096 250 000	0	1 096 250 000	0
5.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
5.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	1 642 098 931	2 088 075 876	0	2 088 075 876	445 976 945
5.213.2	Titre 2. Dépenses de personnel	814 848 931	960 825 876	0	960 825 876	145 976 945
5.213.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	821 250 000	821 250 000	0	821 250 000	0
5.213.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
5.213.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	300 000 000	0	300 000 000	300 000 000
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	420 925 565	395 818 400	0	395 818 400	-25 107 165
5.220.2	Titre 2. Dépenses de personnel	220 925 565	195 818 400	0	195 818 400	-25 107 165
5.220.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
5.269	Médiature	85 917 166	83 480 000	0	83 480 000	-2 437 166
5.269.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 917 166	8 480 000	0	8 480 000	-2 437 166
5.269.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
6	Culture et Education Populaire	3 428 452 814	5 809 093 651	0	5 809 093 651	2 380 640 837
6.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 505 213 525	4 585 854 362	0	4 585 854 362	2 080 640 837
6.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	407 200 000	407 200 000	0	407 200 000	0
6.4	Titre 4. Dépenses de transfert	516 039 289	816 039 289	0	816 039 289	300 000 000
6.290	Culture	2 865 841 963	5 660 885 651	0	5 660 885 651	2 795 043 688
6.290.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 044 852 674	4 539 896 362	0	4 539 896 362	2 495 043 688
6.290.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	307 200 000	307 200 000	0	307 200 000	0
6.290.4	Titre 4. Dépenses de transfert	513 789 289	813 789 289	0	813 789 289	300 000 000
6.297	Education populaire	562 610 851	148 208 000	0	148 208 000	-414 402 851
6.297.2	Titre 2. Dépenses de personnel	460 360 851	45 958 000	0	45 958 000	-414 402 851
6.297.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
6.297.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 250 000	2 250 000	0	2 250 000	0
7	Défense	156 380 536 756	156 245 093 060	0	156 245 093 060	-135 443 696
7.2	Titre 2. Dépenses de personnel	132 312 240 642	133 515 356 090	0	133 515 356 090	1 203 115 448
7.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	9 906 078 000	10 377 755 575	0	10 377 755 575	471 677 575
7.4	Titre 4. Dépenses de transfert	618 258 970	251 981 395	0	251 981 395	-366 277 575
7.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 543 959 144	12 100 000 000	0	12 100 000 000	-1 443 959 144
7.311	Préparation et emploi des forces	17 465 786 955	20 230 117 992	0	20 230 117 992	2 764 331 037
7.311.2	Titre 2. Dépenses de personnel	16 064 895 955	17 914 826 992	0	17 914 826 992	1 849 931 037
7.311.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 891 000	1 400 891 000	0	1 400 891 000	0
7.311.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	14 400 000	0	14 400 000	14 400 000
7.311.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	900 000 000	0	900 000 000	900 000 000
7.318	Equipement des forces	38 930 249 098	39 454 257 086	0	39 454 257 086	524 007 988
7.318.2	Titre 2. Dépenses de personnel	30 419 142 098	32 553 380 086	0	32 553 380 086	2 134 237 988
7.318.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 877 000	400 877 000	0	400 877 000	0
7.318.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 110 230 000	6 500 000 000	0	6 500 000 000	-1 610 230 000



JP

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (3/13)

Codes	Libellés	LF 2019		PLF 2020		Ecart
			Montant hors ADP	Attribut de Produit (ADP)	Montant y compris (ADP)	
7.325	Garde Républicaine	29 143 787 754	30 007 103 076	0	30 007 103 076	863 315 322
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	25 139 349 610	26 715 394 076		26 715 394 076	1 576 044 466
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	750 709 000	791 709 000		791 709 000	41 000 000
7.325.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 253 729 144	2 500 000 000		2 500 000 000	-753 729 144
7.332	Vie du soldat	18 344 938 334	18 997 356 650	0	18 997 356 650	652 418 316
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 062 453 364	9 844 871 680	0	9 844 871 680	782 418 316
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 508 226 000	6 938 903 575	0	6 938 903 575	430 677 575
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	594 258 970	213 581 395	0	213 581 395	-380 677 575
7.332.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 180 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	-180 000 000
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	52 495 774 615	47 556 258 256	0	47 556 258 256	-4 939 516 359
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	51 626 399 615	46 486 883 256	0	46 486 883 256	-5 139 516 359
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	845 375 000	845 375 000	0	845 375 000	0
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 000 000	24 000 000	0	24 000 000	0
7.339.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	10 431 772 972	14 305 138 608	0	14 305 138 608	3 873 365 636
8.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 949 122 972	8 947 488 608	0	8 947 488 608	-1 634 364
8.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 425 695 000	1 898 695 000	0	1 898 695 000	473 000 000
8.4	Titre 4. Dépenses de transfert	56 955 000	556 955 000	0	556 955 000	500 000 000
8.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 902 000 000	0	2 902 000 000	2 902 000 000
8.346	Coordination du travail gouvernemental	2 816 402 894	3 463 041 448	0	3 463 041 448	646 638 554
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 540 536 894	2 487 175 448	0	2 487 175 448	-53 361 446
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	275 866 000	475 866 000	0	475 866 000	200 000 000
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000
8.353	Coordination des politiques urbaines	270 149 196	746 213 880	0	746 213 880	476 064 684
8.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	153 149 196	629 213 880	0	629 213 880	476 064 684
8.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	17 000 000	0	17 000 000	0
8.358	Surveillance et promotion de la bonne gouvernance	613 272 013	2 641 506 384	0	2 641 506 384	2 028 234 371
8.358.2	Titre 2. Dépenses de personnel	509 317 013	2 537 551 384	0	2 537 551 384	2 028 234 371
8.358.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.358.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 955 000	3 955 000	0	3 955 000	0
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 538 735 909	5 014 423 116	0	5 014 423 116	-524 312 793
8.360.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 933 581 909	1 709 269 116	0	1 709 269 116	-3 224 312 793
8.360.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	569 154 000	635 154 000	0	635 154 000	66 000 000
8.360.4	Titre 4. Dépenses de transfert	36 000 000	36 000 000	0	36 000 000	0
8.360.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 634 000 000	0	2 634 000 000	2 634 000 000
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	478 850 876	274 895 000	0	274 895 000	-203 955 876
8.367.2	Titre 2. Dépenses de personnel	248 175 876	44 220 000	0	44 220 000	-203 955 876
8.367.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 675 000	230 675 000	0	230 675 000	0
8.374	Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	714 362 084	1 890 058 780	0	1 890 058 780	1 175 696 696
8.374.2	Titre 2. Dépenses de personnel	564 362 084	1 540 058 780	0	1 540 058 780	975 696 696
8.374.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	216 000 000	0	216 000 000	66 000 000
8.374.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000	134 000 000
8.376	Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	0	275 000 000	0	275 000 000	275 000 000
8.376.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	141 000 000	0	141 000 000	141 000 000
8.376.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000	134 000 000
9	Economie forestière et protection de l'environnement	14 567 174 709	20 944 980 483	0	20 944 980 483	6 377 805 774
9.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 551 042 385	7 440 417 310	0	7 440 417 310	-1 110 625 075
9.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 216 545 000	612 545 000	0	612 545 000	-604 000 000
9.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 403 034 218	3 310 986 543	0	3 310 986 543	-92 047 675
9.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 396 553 106	9 581 031 630	0	9 581 031 630	8 184 478 524
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	4 960 008 249	3 394 014 894	0	3 394 014 894	-1 565 993 355
9.381.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 618 184 028	2 888 977 773	0	2 888 977 773	-729 206 255
9.381.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	740 045 000	100 045 000	0	100 045 000	-640 000 000
9.381.4	Titre 4. Dépenses de transfert	404 992 121	404 992 121	0	404 992 121	0
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	119 229 596	141 026 800	0	141 026 800	21 797 204
9.388.2	Titre 2. Dépenses de personnel	19 229 596	41 026 800	0	41 026 800	21 797 204
9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (4/13)

Codes	Libellés	LF 2019		PLF 2020		Ecart
			Montant hors ADP	Attribut de Produit (ADP)	Montant y compris (ADP)	
9.395	Conservation de la biodiversité	4 013 999 688	11 575 107 452	0	11 575 107 452	7 561 107 764
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	182 022 585	153 912 400	0	153 912 400	-28 110 185
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 532 211 097	2 440 163 422	0	2 440 163 422	-92 047 675
9.395.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 199 766 006	8 881 031 630	0	8 881 031 630	7 681 265 624
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 162 044 034	1 914 444 664	0	1 914 444 664	752 400 630
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	764 781 034	1 031 181 664	0	1 031 181 664	266 400 630
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	126 500 000	112 500 000	0	112 500 000	-14 000 000
9.402.4	Titre 4. Dépenses de transfert	270 763 000	270 763 000	0	270 763 000	0
9.402.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	4 311 893 142	3 920 386 673	0	3 920 386 673	-391 506 469
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 966 825 142	3 325 318 673	0	3 325 318 673	-641 506 469
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	200 000 000	0	200 000 000	50 000 000
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000	0	195 068 000	0
9.409.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
10	Communication	27 548 715 957	24 442 057 393	0	24 442 057 393	-3 106 658 564
10.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 974 572 574	8 105 869 734	0	8 105 869 734	-1 868 702 840
10.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 607 295 564	1 673 295 563	0	1 673 295 563	65 999 999
10.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 638 229 319	2 638 229 319	0	2 638 229 319	0
10.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 328 618 500	12 024 662 778	0	12 024 662 778	-1 303 955 722
10.416	Economie numérique	16 790 363 335	15 352 274 265	0	15 352 274 265	-1 438 089 070
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 056 508 271	1 056 374 924	0	1 056 374 924	-133 347
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	767 495 564	767 495 563	0	767 495 563	-1
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 637 741 000	1 637 741 000	0	1 637 741 000	0
10.416.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 328 618 500	11 890 662 778	0	11 890 662 778	-1 437 955 722
10.423	Communication	5 082 721 615	4 227 662 631	0	4 227 662 631	-855 058 984
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 837 249 296	2 982 190 312	0	2 982 190 312	-855 058 984
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	614 800 000	614 800 000	0	614 800 000	0
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	630 672 319	630 672 319	0	630 672 319	0
10.430	Poste	158 928 434	737 125 200	0	737 125 200	578 196 766
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 112 434	592 309 200	0	592 309 200	578 196 766
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
10.430.4	Titre 4. Dépenses de transfert	69 816 000	69 816 000	0	69 816 000	0
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	5 516 702 573	4 124 995 298	0	4 124 995 298	-1 391 707 275
10.437.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 066 702 573	3 474 995 298	0	3 474 995 298	-1 591 707 275
10.437.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	216 000 000	0	216 000 000	66 000 000
10.437.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
10.437.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000	134 000 000
11	Education nationale	198 245 108 254	237 560 753 812	1 030 426 650	238 591 180 462	40 346 072 208
11.2	Titre 2. Dépenses de personnel	157 763 290 553	161 831 273 299	0	161 831 273 299	4 067 982 746
11.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 489 918 500	10 395 000 000	1 030 426 650	11 425 426 650	-64 491 850
11.4	Titre 4. Dépenses de transfert	544 480 513	544 480 513	0	544 480 513	0
11.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	28 447 418 688	64 790 000 000	0	64 790 000 000	36 342 581 312
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	47 275 661 325	83 865 979 334	0	83 865 979 334	36 590 318 009
11.444.2	Titre 2. Dépenses de personnel	31 665 661 325	62 075 979 334	0	62 075 979 334	30 410 318 009
11.444.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 650 000 000	1 650 000 000	0	1 650 000 000	0
11.444.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 960 000 000	20 140 000 000	0	20 140 000 000	6 180 000 000
11.451	Enseignement secondaire	130 275 664 450	137 471 160 715	1 030 426 650	138 501 587 365	8 225 922 915
11.451.2	Titre 2. Dépenses de personnel	111 288 327 262	84 946 160 715	0	84 946 160 715	-26 342 166 547
11.451.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 644 918 500	7 500 000 000	1 030 426 650	8 530 426 650	-114 491 850
11.451.4	Titre 4. Dépenses de transfert	525 000 000	525 000 000	0	525 000 000	0
11.451.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 817 418 688	44 500 000 000	0	44 500 000 000	34 682 581 312
11.458	Enseignement technique et professionnel	12 641 070 033	8 001 445 772	0	8 001 445 772	-4 639 624 261
11.458.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 021 070 033	7 051 445 772	0	7 051 445 772	30 375 739
11.458.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	950 000 000	950 000 000	0	950 000 000	0
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	8 052 712 446	8 222 167 992	0	8 222 167 992	169 455 546
11.465.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 788 231 933	7 757 687 479	0	7 757 687 479	-30 544 454
11.465.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	245 000 000	295 000 000	0	295 000 000	50 000 000
11.465.4	Titre 4. Dépenses de transfert	19 480 513	19 480 513	0	19 480 513	0
11.465.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (5/13)

12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	85 935 030 559	84 921 192 219	0	84 921 192 219	-1 013 838 340
12.2	Titre 2. Dépenses de personnel	31 012 846 376	27 743 095 762	0	27 743 095 762	-3 269 750 614
12.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 935 068 000	7 935 068 000	0	7 935 068 000	0
12.4	Titre 4. Dépenses de transfert	38 069 116 183	40 043 028 457	0	40 043 028 457	1 973 912 274
12.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 918 000 000	9 200 000 000	0	9 200 000 000	282 000 000
12.472	Enseignement supérieur	80 438 662 648	79 409 336 339	0	29 140 436 084	-51 298 226 564
12.472.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 496 264 966	12 101 935 951	0	12 101 935 951	-2 394 329 015
12.472.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 230 000 000	3 230 000 000	0	3 230 000 000	0
12.472.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 808 500 133	4 808 500 133	0	4 808 500 133	0
12.472.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 818 000 000	9 000 000 000	0	9 000 000 000	182 000 000
12.479	Recherche scientifique et innovation	14 037 266 346	13 037 773 900	0	13 037 773 900	-999 492 446
12.479.2	Titre 2. Dépenses de personnel	13 687 266 346	12 687 773 900	0	12 687 773 900	-999 492 446
12.479.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
12.479.4	Titre 4. Dépenses de transfert	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
12.486	Vie de l'étudiant	39 170 028 015	41 405 238 547	0	41 405 238 547	2 235 210 532
12.486.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 579 343 965	1 940 642 223	0	1 940 642 223	361 298 258
12.486.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 380 068 000	4 380 068 000	0	4 380 068 000	0
12.486.4	Titre 4. Dépenses de transfert	33 110 616 050	35 084 528 324	0	35 084 528 324	1 973 912 274
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 374 971 099	1 337 743 688	0	1 337 743 688	-37 227 411
12.493.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 249 971 099	1 012 743 688	0	1 012 743 688	-237 227 411
12.493.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
12.493.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
13	Entrepreneuriat et commerce	11 553 227 495	10 476 546 414	0	10 476 546 414	-1 076 681 081
13.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 952 782 765	9 638 450 812	0	9 638 450 812	2 685 668 047
13.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	498 215 000	398 215 000	0	398 215 000	-100 000 000
13.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 144 880 602	289 880 602	0	289 880 602	-855 000 000
13.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 957 349 128	150 000 000	0	150 000 000	-2 807 349 128
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	712 094 157	1 892 714 680	0	1 892 714 680	1 180 620 523
13.500.2	Titre 2. Dépenses de personnel	352 094 157	1 532 714 680	0	1 532 714 680	1 180 620 523
13.500.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	0
13.500.4	Titre 4. Dépenses de transfert	240 000 000	240 000 000	0	240 000 000	0
13.507	Promotion des échanges	3 152 777 964	2 498 494 130	0	2 498 494 130	-654 283 834
13.507.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 974 682 362	2 320 398 528	0	2 320 398 528	-654 283 834
13.507.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	128 215 000	128 215 000	0	128 215 000	0
13.507.4	Titre 4. Dépenses de transfert	49 880 602	49 880 602	0	49 880 602	0
13.514	Pilotage et soutien aux politiques du commerce et des PME-PMI	3 726 006 246	6 085 337 604	0	6 085 337 604	2 359 331 358
13.514.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 626 006 246	5 785 337 604	0	5 785 337 604	2 159 331 358
13.514.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	150 000 000	0	150 000 000	50 000 000
13.514.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
14	Gestion des finances publiques	448 733 953 123	414 962 827 674	0	414 962 827 674	-33 771 125 449
14.1	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
14.2	Titre 2. Dépenses de personnel	36 097 723 184	32 302 159 023	0	32 302 159 023	-3 795 564 161
14.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	139 934 850 240	102 598 339 576	0	102 598 339 576	-37 336 510 664
14.4	Titre 4. Dépenses de transfert	404 000 000	2 456 091 326	0	2 456 091 326	2 052 091 326
14.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	12 703 052 440	32 774 073 703	0	32 774 073 703	20 071 021 263
14.6	Titre 6. Autres dépenses	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	0
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	17 848 674 631	16 267 432 274	0	16 267 432 274	-1 581 242 357
14.521.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 644 437 421	6 230 677 764	0	6 230 677 764	-413 759 657
14.521.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 727 264 910	6 727 264 910	0	6 727 264 910	-2 000 000 000
14.521.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
14.521.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 176 972 300	3 009 489 600	0	3 009 489 600	832 517 300
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	12 763 688 794	10 237 191 359	0	10 237 191 359	-2 526 497 435
14.528.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 528 414 794	8 301 917 359	0	8 301 917 359	-2 226 497 435
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 633 274 000	1 633 274 000	0	1 633 274 000	0
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0
14.528.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	600 000 000	300 000 000	0	300 000 000	-300 000 000
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	4 834 118 943	5 716 688 325	0	5 716 688 325	882 569 382
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	447 318 943	1 329 888 325	0	1 329 888 325	882 569 382
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	386 800 000	386 800 000	0	386 800 000	0
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	4 000 000 000	4 000 000 000	0	4 000 000 000	0
14.549	Gestion fiscale	144 258 838 601	113 399 190 603	0	113 399 190 603	-30 859 647 998
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 069 624 131	7 213 197 404	0	7 213 197 404	143 573 273
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	127 788 134 330	91 864 373 199	0	91 864 373 199	-35 923 761 131
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
14.549.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 326 080 140	14 246 620 000	0	14 246 620 000	4 920 539 860



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (6/13)

14.556	Engagements financiers de l'Etat	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
14.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
14.563	Gestion de la dette	1 431 483 125	3 631 206 000	0	3 631 206 000	2 199 722 875
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	650 381 125	500 104 000	0	500 104 000	-150 277 125
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	454 102 000	454 102 000	0	454 102 000	0
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 000 000	27 000 000	0	27 000 000	0
14.563.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	2 650 000 000	0	2 650 000 000	2 350 000 000
14.570	Gestion de la commande publique	527 070 471	297 395 880	0	297 395 880	-229 674 591
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	427 070 471	197 395 880	0	197 395 880	-229 674 591
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	11 475 751 299	24 581 559 186	0	24 581 559 186	13 105 807 887
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 330 476 299	8 528 978 291	0	8 528 978 291	-1 801 498 008
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	845 275 000	1 432 525 467	0	1 432 525 467	587 250 467
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	2 052 091 326	0	2 052 091 326	2 052 091 326
14.542.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	12 567 964 103	0	12 567 964 103	12 267 964 103
15	Constructions, logements et équipements collectifs	175 763 533 390	128 946 140 726	0	128 946 140 726	-46 817 392 664
15.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 876 397 829	10 893 085 334	0	10 893 085 334	-4 983 312 495
15.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	685 000 000	835 000 000	0	835 000 000	150 000 000
15.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 012 448 000	6 050 738 000	0	6 050 738 000	-961 710 000
15.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	152 189 687 561	111 167 317 392	0	111 167 317 392	-41 022 370 169
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	6 666 145 352	4 531 627 482	0	4 531 627 482	-2 134 517 870
15.584.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 698 187 206	2 562 347 482	0	2 562 347 482	-135 839 724
15.584.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	160 000 000	160 000 000	0	160 000 000	0
15.584.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 859 280 000	1 809 280 000	0	1 809 280 000	-1 050 000 000
15.577	Logement	507 730 744	1 556 886 908	0	1 556 886 908	1 049 156 164
15.577.2	Titre 2. Dépenses de personnel	256 062 744	1 305 218 908	0	1 305 218 908	1 049 156 164
15.577.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
15.577.4	Titre 4. Dépenses de transfert	176 668 000	176 668 000	0	176 668 000	0
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3 269 425 451	1 354 130 600	0	1 354 130 600	-1 915 294 851
15.595.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 169 425 451	965 840 600	0	965 840 600	-2 203 584 851
15.595.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	150 000 000	0	150 000 000	50 000 000
15.595.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	88 290 000	0	88 290 000	88 290 000
15.595.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
15.591	Equipelement et Infrastructures	162 812 042 647	118 097 576 712	0	118 097 576 712	-44 714 465 935
15.591.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 394 533 232	3 103 759 320	0	3 103 759 320	-4 290 773 912
15.591.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
15.591.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 976 500 000	3 976 500 000	0	3 976 500 000	0
15.591.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	151 241 009 415	110 817 317 392	0	110 817 317 392	-40 423 692 023
15.598	Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 508 189 196	3 405 919 024	0	3 405 919 024	897 729 828
15.598.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 358 189 196	2 955 919 024	0	2 955 919 024	597 729 828
15.598.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100 000 000
15.598.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
16	Industrie et mines	2 839 689 846	3 641 117 763	0	3 641 117 763	801 427 917
16.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 143 902 203	3 154 875 928	0	3 154 875 928	1 010 973 725
16.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	280 000 000	205 000 000	0	205 000 000	-75 000 000
16.4	Titre 4. Dépenses de transfert	415 787 643	281 241 835	0	281 241 835	-134 545 808
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	1 481 544 730	1 032 444 304	0	1 032 444 304	-449 100 426
16.605.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 279 481 730	830 381 304	0	830 381 304	-449 100 426
16.605.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
16.605.4	Titre 4. Dépenses de transfert	127 063 000	127 063 000	0	127 063 000	0
16.612	Régulation et stratégie industrielles	1 283 145 116	2 608 673 459	0	2 608 673 459	1 325 528 343
16.612.2	Titre 2. Dépenses de personnel	864 420 473	2 324 494 624	0	2 324 494 624	1 460 074 151
16.612.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	130 000 000	130 000 000	0	130 000 000	0
16.612.4	Titre 4. Dépenses de transfert	288 724 643	154 178 835	0	154 178 835	-134 545 808
17	Transports	22 525 139 733	59 909 498 727	157 414 800	60 066 913 527	37 541 773 794
17.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 669 257 320	3 848 257 948	0	3 848 257 948	-2 820 999 372
17.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	985 000 001	450 000 000	157 414 800	607 414 800	-377 585 201
17.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 031 526 579	5 031 526 579	0	5 031 526 579	0
17.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 839 355 833	50 579 714 200	0	50 579 714 200	40 740 358 367
17.626	Transports terrestres	17 098 250 459	48 087 855 025	157 414 800	48 245 269 825	31 147 019 366
17.626.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 271 354 841	1 219 601 040	0	1 219 601 040	-1 051 753 801
17.626.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	150 000 000	157 414 800	307 414 800	-42 585 200
17.626.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 637 539 785	4 637 539 785	0	4 637 539 785	0
17.626.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 839 355 833	42 080 714 200	0	42 080 714 200	32 241 358 367

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (7/13)

17.633	Transport aérien et par voie d'eau	3 186 159 200	11 821 643 702	0	11 821 643 702	8 635 484 502
17.633.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 232 172 406	2 628 656 908	0	2 628 656 908	396 484 502
17.633.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	560 000 000	300 000 000	0	300 000 000	-260 000 000
17.633.4	Titre 4. Dépenses de transfert	393 986 794	393 986 794	0	393 986 794	0
17.633.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	8 499 000 000	0	8 499 000 000	8 499 000 000
18	Jeunesse, sports et loisirs	16 312 888 871	18 190 524 474	0	18 190 524 474	1 877 635 603
18.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 331 650 177	5 690 763 280	0	5 690 763 280	-640 886 897
18.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 175 000 000	2 241 000 000	0	2 241 000 000	66 000 000
18.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 860 861 194	1 860 861 194	0	1 860 861 194	0
18.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 945 377 500	8 397 900 000	0	8 397 900 000	2 452 522 500
18.647	Sports et loisirs	10 106 779 189	12 490 167 160	0	12 490 167 160	2 383 387 971
18.647.2	Titre 2. Dépenses de personnel	820 004 295	884 869 766	0	884 869 766	64 865 471
18.647.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0
18.647.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 341 397 394	1 341 397 394	0	1 341 397 394	0
18.647.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 945 377 500	8 263 900 000	0	8 263 900 000	2 318 522 500
18.654	Vie associative	257 584 552	608 590 988	0	608 590 988	351 006 436
18.654.2	Titre 2. Dépenses de personnel	207 584 552	558 590 988	0	558 590 988	351 006 436
18.654.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
18.658	Jeunesse	262 808 000	262 808 000	0	262 808 000	0
18.658.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
18.658.4	Titre 4. Dépenses de transfert	212 808 000	212 808 000	0	212 808 000	0
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	5 685 717 130	4 828 958 326	0	4 828 958 326	-856 758 804
18.661.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 304 061 330	4 247 302 526	0	4 247 302 526	-1 056 758 804
18.661.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	141 000 000	0	141 000 000	66 000 000
18.661.4	Titre 4. Dépenses de transfert	306 655 800	306 655 800	0	306 655 800	0
18.661.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000	134 000 000
19	Justice	25 015 323 952	27 743 799 932	0	27 743 799 932	2 728 475 980
19.2	Titre 2. Dépenses de personnel	22 487 212 523	22 795 599 932	0	22 795 599 932	308 387 409
19.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 863 200 000	2 138 200 000	0	2 138 200 000	275 000 000
19.4	Titre 4. Dépenses de transfert	664 911 429	310 000 000	0	310 000 000	-354 911 429
19.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000
19.668	Justice judiciaire et administrative	9 633 988 433	7 501 835 016	0	7 501 835 016	-2 132 153 417
19.668.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 469 077 004	6 591 835 016	0	6 591 835 016	-1 877 241 988
19.668.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	500 000 000	600 000 000	0	600 000 000	100 000 000
19.668.4	Titre 4. Dépenses de transfert	664 911 429	310 000 000	0	310 000 000	-354 911 429
19.675	Sécurité pénitentiaire	3 032 360 876	3 975 127 880	0	3 975 127 880	942 767 004
19.675.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 032 360 876	1 375 127 880	0	1 375 127 880	-657 232 996
19.675.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 100 000 000	0	1 100 000 000	100 000 000
19.675.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	11 786 701 204	15 840 146 076	0	15 840 146 076	4 053 444 872
19.682.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 648 501 204	14 551 946 076	0	14 551 946 076	2 903 444 872
19.682.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	138 200 000	288 200 000	0	288 200 000	150 000 000
19.682.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000
19.689	Culture des droits de l'homme	195 825 983	351 690 960	0	351 690 960	155 864 977
19.689.2	Titre 2. Dépenses de personnel	120 825 983	276 690 960	0	276 690 960	155 864 977
19.689.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
19.694	Egalité des Chances	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
19.694.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
21	Pouvoirs publics	91 287 068 354	111 163 127 341	0	111 163 127 341	19 876 058 987
21.2	Titre 2. Dépenses de personnel	30 504 299 885	32 218 844 601	0	32 218 844 601	1 714 544 716
21.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	29 961 019 900	35 177 536 677	0	35 177 536 677	5 216 516 777
21.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 417 023 569	4 071 687 635	0	4 071 687 635	-3 345 335 934
21.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	23 404 725 000	39 695 058 428	0	39 695 058 428	16 290 333 428
21.717	Présidence de la République	41 037 375 718	37 289 991 769	0	37 289 991 769	-3 747 383 949
21.717.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 594 306 718	6 486 769 672	0	6 486 769 672	-6 107 537 046
21.717.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 585 000 000	5 035 473 077	0	5 035 473 077	-3 549 526 923
21.717.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 358 069 000	267 749 020	0	267 749 020	-1 090 319 980
21.717.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	18 500 000 000	25 500 000 000	0	25 500 000 000	7 000 000 000
21.724	Assemblée Nationale	18 764 472 291	34 218 630 442	0	34 218 630 442	15 454 158 151
21.724.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 383 747 291	7 593 361 427	0	7 593 361 427	2 209 614 136
21.724.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 583 000 000	12 856 653 700	0	12 856 653 700	4 273 653 700
21.724.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 343 000 000	2 268 615 315	0	2 268 615 315	-74 384 685
21.724.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 454 725 000	11 500 000 000	0	11 500 000 000	9 045 275 000
21.731	Sénat	15 814 226 354	20 111 061 237	0	20 111 061 237	4 296 834 883
21.731.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 753 485 085	6 214 561 237	0	6 214 561 237	2 461 076 152
21.731.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 402 610 000	12 120 000 000	0	12 120 000 000	3 717 390 000
21.731.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 158 131 269	1 276 500 000	0	1 276 500 000	-1 881 631 269
21.731.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (8/13)

21.738	Cour Constitutionnelle	6 661 106 483	4 926 252 148	0	4 926 252 148	-1 734 854 335
21.738.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 317 005 183	169 092 420	0	169 092 420	-1 147 912 763
21.738.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 748 778 000	3 748 778 000	0	3 748 778 000	0
21.738.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 323 300	195 323 300	0	195 323 300	0
21.738.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 400 000 000	813 058 428	0	813 058 428	-586 941 572
21.234	Cour de Cassation	3 700 285 034	4 933 777 412	0	4 933 777 412	1 233 492 378
21.234.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 433 653 134	4 767 145 512	0	4 767 145 512	1 333 492 378
21.234.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	116 631 900	116 631 900	0	116 631 900	0
21.234.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
21.241	Cour des Comptes	4 266 455 743	4 197 967 008	0	4 197 967 008	-68 488 735
21.241.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 853 955 743	2 552 467 008	0	2 552 467 008	-1 301 488 735
21.241.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	751 000 000	0	751 000 000	351 000 000
21.241.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 500 000	12 500 000	0	12 500 000	0
21.241.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	882 000 000	0	882 000 000	882 000 000
21.248	Conseil d'Etat	1 043 146 731	5 485 447 326	0	5 485 447 326	4 442 300 595
21.248.2	Titre 2. Dépenses de personnel	168 146 731	4 435 447 326	0	4 435 447 326	4 267 300 595
21.248.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	125 000 000	549 000 000	0	549 000 000	424 000 000
21.248.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	1 000 000	0	1 000 000	-299 000 000
21.248.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	450 000 000	500 000 000	0	500 000 000	50 000 000
22	Prévoyance sociale	90 071 735 254	45 475 211 244	0	45 475 211 244	-44 596 524 010
22.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 647 787 309	11 559 710 580	0	11 559 710 580	911 923 271
22.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	510 000 001	535 000 000	0	535 000 000	-75 000 001
22.4	Titre 4. Dépenses de transfert	78 913 947 944	33 280 500 664	0	33 280 500 664	-45 633 447 280
22.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	0
22.752	Protection et promotion de la famille	6 976 728 437	7 475 981 069	0	7 475 981 069	499 252 632
22.752.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 210 169 613	6 509 422 245	0	6 509 422 245	299 252 632
22.752.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	160 000 000	160 000 000	0	160 000 000	0
22.752.4	Titre 4. Dépenses de transfert	606 558 824	806 558 824	0	806 558 824	200 000 000
22.759	Solidarité nationale	7 266 116 582	7 204 274 115	0	7 204 274 115	-61 842 467
22.759.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 346 836 581	4 784 994 115	0	4 784 994 115	438 157 534
22.759.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 001	200 000 000	0	200 000 000	-1
22.759.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 719 280 000	2 219 280 000	0	2 219 280 000	-500 000 000
22.766	Protection sociale	75 753 890 235	30 594 956 060	0	30 594 956 060	-45 158 934 175
22.766.2	Titre 2. Dépenses de personnel	90 781 115	265 294 220	0	265 294 220	174 513 105
22.766.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
22.766.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 588 109 120	30 254 661 840	0	30 254 661 840	-45 333 447 280
22.778	Pilotage et soutien à la politique de promotion et de l'intégration de la femme au développement	0	200 000 000	0	200 000 000	0
22.778.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	100 000 000	0	100 000 000	0
22.778.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	0
23	Provisions	4 345 819 346	23 818 437 823	0	23 818 437 823	19 472 618 477
23.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	9 254 456 711	0	9 254 456 711	9 254 456 711
23.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 428 492 369	858 200 985	0	858 200 985	-1 570 291 384
23.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 100 334 020	2 887 110 500	0	2 887 110 500	1 786 776 480
23.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	816 992 957	10 818 669 627	0	10 818 669 627	10 001 676 670
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4 345 819 346	23 818 437 823	0	23 818 437 823	19 472 618 477
23.780.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	9 254 456 711	0	9 254 456 711	9 254 456 711
23.780.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 428 492 369	858 200 985	0	858 200 985	-1 570 291 384
23.780.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 100 334 020	2 887 110 500	0	2 887 110 500	1 786 776 480
23.780.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	816 992 957	10 818 669 627	0	10 818 669 627	10 001 676 670
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	35 033 060 569	41 305 269 996	0	41 305 269 996	6 272 209 427
24.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 667 703 917	4 192 366 688	0	4 192 366 688	-5 475 337 229
24.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 025 000 000	1 125 000 000	0	1 125 000 000	100 000 000
24.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 106 326 532	1 386 326 532	0	1 386 326 532	-3 720 000 000
24.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	19 234 030 120	34 601 576 776	0	34 601 576 776	15 367 546 656
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	15 211 924 697	378 939 191	0	378 939 191	-14 832 985 506
24.787.2	Titre 2. Dépenses de personnel	294 857 676	272 030 100	0	272 030 100	-22 827 576
24.787.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
24.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 231 909 091	31 909 091	0	31 909 091	-3 200 000 000
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	7 856 936 202	35 213 869 576	0	35 213 869 576	27 356 933 374
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	195 664 012	444 892 800	0	444 892 800	249 228 788
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	687 400 000	167 400 000	0	167 400 000	-520 000 000
24.794.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 673 872 190	34 301 576 776	0	34 301 576 776	27 627 704 586

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (9/13)

24.801	Gestion de la radioactivité	264 531 661	178 525 000	0	178 525 000	-86 006 661
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	126 500 661	40 494 000	0	40 494 000	-86 006 661
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000	0	63 031 000	0
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	668 276 360	435 075 000	0	435 075 000	-233 201 360
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	593 276 360	160 075 000	0	160 075 000	-433 201 360
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	125 000 000	0	125 000 000	50 000 000
24.808.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	4 073 148 555	2 096 329 421	0	2 096 329 421	-1 976 819 134
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 699 162 114	672 342 980	0	672 342 980	-1 026 819 134
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 123 986 441	1 123 986 441	0	1 123 986 441	0
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	6 958 243 094	3 002 531 808	0	3 002 531 808	-3 955 711 286
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 758 243 094	2 602 531 808	0	2 602 531 808	-4 155 711 286
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	250 000 000	0	250 000 000	50 000 000
24.822.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
25	Santé	115 020 085 210	113 584 897 055	0	113 584 897 055	-1 435 188 155
25.2	Titre 2. Dépenses de personnel	68 287 051 268	68 777 261 293	0	68 777 261 293	490 210 025
25.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	16 954 271 380	19 694 727 778	0	19 694 727 778	2 740 456 398
25.4	Titre 4. Dépenses de transfert	11 373 910 999	10 773 910 999	0	10 773 910 999	-600 000 000
25.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	18 404 851 563	14 338 996 985	0	14 338 996 985	-4 065 854 578
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	21 443 879 457	25 299 727 798	0	25 299 727 798	3 855 848 341
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 240 372 462	17 855 764 405	0	17 855 764 405	2 615 391 943
25.829.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 092 271 380	4 832 727 778	0	4 832 727 778	1 740 456 398
25.829.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 111 235 615	2 111 235 615	0	2 111 235 615	-1 000 000 000
25.829.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000
25.836	Offre et accès aux soins	84 460 885 071	79 612 729 429	0	79 612 729 429	-4 848 155 642
25.836.2	Titre 2. Dépenses de personnel	46 615 718 124	46 133 417 060	0	46 133 417 060	-482 301 064
25.836.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 187 000 000	11 187 000 000	0	11 187 000 000	0
25.836.4	Titre 4. Dépenses de transfert	8 253 315 384	8 653 315 384	0	8 653 315 384	400 000 000
25.836.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	18 404 851 563	13 638 996 985	0	13 638 996 985	-4 765 854 578
25.843	Lutte contre le SIDA	2 654 615 511	3 881 227 440	0	3 881 227 440	1 226 611 929
25.843.2	Titre 2. Dépenses de personnel	120 255 511	346 867 440	0	346 867 440	226 611 929
25.843.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 525 000 000	3 525 000 000	0	3 525 000 000	1 000 000 000
25.843.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000	0	9 360 000	0
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	6 460 705 171	4 791 212 388	0	4 791 212 388	-1 669 492 783
25.850.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 310 705 171	4 441 212 388	0	4 441 212 388	-1 869 492 783
25.850.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
25.850.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
26	Sécurité	50 077 999 849	54 691 904 861	0	54 691 904 861	4 613 905 012
26.2	Titre 2. Dépenses de personnel	47 752 999 849	49 841 904 861	0	49 841 904 861	2 088 905 012
26.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	0
26.4	Titre 4. Dépenses de transfert	25 000 000	50 000 000	0	50 000 000	25 000 000
26.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000
26.857	Gendarmerie nationale	3 900 682 701	4 921 719 184	0	4 921 719 184	1 021 036 483
26.857.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 900 682 701	3 921 719 184	0	3 921 719 184	1 021 036 483
26.857.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
26.864	Police nationale	46 177 317 148	49 770 185 677	0	49 770 185 677	3 592 868 529
26.864.2	Titre 2. Dépenses de personnel	44 852 317 148	45 920 185 677	0	45 920 185 677	1 067 868 529
26.864.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 300 000 000	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0
26.864.4	Titre 4. Dépenses de transfert	25 000 000	50 000 000	0	50 000 000	25 000 000
26.864.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 500 000 000	0	2 500 000 000	2 500 000 000
27	Stratégie économique	102 128 746 376	89 213 859 028	0	89 213 859 028	-12 914 887 348
27.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 420 330 014	6 709 623 851	0	6 709 623 851	-8 710 706 163
27.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 681 933 467	1 445 348 843	0	1 445 348 843	-236 584 624
27.4	Titre 4. Dépenses de transfert	26 403 882 895	21 177 849 377	0	21 177 849 377	-5 226 033 518
27.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 122 600 000	9 044 321 990	0	9 044 321 990	4 921 721 990
27.6	Titre 6. Autres dépenses	54 500 000 000	50 836 714 967	0	50 836 714 967	-3 663 285 033
27.871	Elaboration et pilotage politique économique	86 709 094 849	83 935 606 497	0	83 935 606 497	-2 773 488 352
27.871.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 666 866 280	3 890 963 128	0	3 890 963 128	224 096 848
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	706 000 000	865 665 843	0	865 665 843	159 665 843
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	23 713 628 569	19 631 940 569	0	19 631 940 569	-4 081 688 000
27.871.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 122 600 000	8 710 321 990	0	8 710 321 990	4 587 721 990
27.871.6	Titre 6. Autres dépenses	54 500 000 000	50 836 714 967	0	50 836 714 967	-3 663 285 033

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (10/13)

27.878	Concurrence et protection consommateur	3 704 259 495	3 813 706 723	0	3 813 706 723	109 447 228
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 709 213 495	2 818 660 723	0	2 818 660 723	109 447 228
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	438 683 000	438 683 000	0	438 683 000	0
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	556 363 000	556 363 000	0	556 363 000	0
27.887	Appui à l'investissement	0	1 189 545 808	0	1 189 545 808	1 189 545 808
27.887.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	989 545 808	0	989 545 808	989 545 808
27.887.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
27.518	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	0	275 000 000	0	275 000 000	275 000 000
27.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	141 000 000	0	141 000 000	141 000 000
27.518.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	134 000 000	0	134 000 000	134 000 000
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 505 998 259	11 627 150 152	0	11 627 150 152	4 121 151 893
28.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 994 241 259	9 905 393 152	0	9 905 393 152	3 911 151 893
28.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 237 051 000	1 237 051 000	0	1 237 051 000	0
28.4	Titre 4. Dépenses de transfert	274 706 000	284 706 000	0	284 706 000	10 000 000
28.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
28.892	Fonction publique	4 339 107 867	4 012 630 412	0	4 012 630 412	-326 477 455
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 462 820 867	3 126 343 412	0	3 126 343 412	-336 477 455
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	601 581 000	601 581 000	0	601 581 000	0
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	274 706 000	284 706 000	0	284 706 000	10 000 000
28.899	Modernisation de l'Etat	373 449 832	775 796 468	0	775 796 468	402 346 636
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	233 449 832	635 796 468	0	635 796 468	402 346 636
28.899.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	0
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	2 793 440 560	6 838 723 272	0	6 838 723 272	4 045 282 712
28.906.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 297 970 560	6 143 253 272	0	6 143 253 272	3 845 282 712
28.906.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	495 470 000	495 470 000	0	495 470 000	0
28.906.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
29	Travail, emploi et formation professionnelle	28 634 052 938	46 470 488 397	988 290 000	47 458 778 397	18 824 725 459
29.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 342 686 224	5 361 623 165	0	5 361 623 165	-2 981 063 059
29.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 121 974 000	598 874 000	988 290 000	1 587 164 000	-534 810 000
29.4	Titre 4. Dépenses de transfert	599 330 000	949 330 000	0	949 330 000	350 000 000
29.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 570 062 714	39 560 661 232	0	39 560 661 232	21 990 598 518
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	4 734 200 487	3 897 207 395	988 290 000	4 885 497 395	151 296 908
29.913.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 812 896 487	3 074 003 395	0	3 074 003 395	261 106 908
29.913.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 321 974 000	223 874 000	988 290 000	1 212 164 000	-109 810 000
29.913.4	Titre 4. Dépenses de transfert	599 330 000	599 330 000	0	599 330 000	0
29.920	Formation professionnelle	21 118 009 348	42 573 281 002	0	42 573 281 002	21 455 271 654
29.920.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 822 946 634	2 287 619 770	0	2 287 619 770	-535 326 864
29.920.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	725 000 000	375 000 000	0	375 000 000	-350 000 000
29.920.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	350 000 000	0	350 000 000	350 000 000
29.920.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	17 570 062 714	39 560 661 232	0	39 560 661 232	21 990 598 518
30	Dépenses transversales	47 684 837 659	79 628 706 209	0	79 628 706 209	31 943 868 550
30.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	30 884 837 659	26 148 706 209	0	26 148 706 209	-4 736 131 450
30.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 450 000 000	7 450 000 000	0	7 450 000 000	0
30.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 350 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	6 650 000 000
30.6	Titre 6. Autres dépenses	6 000 000 000	36 030 000 000	0	36 030 000 000	30 030 000 000
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 441 723 500	15 705 592 050	0	15 705 592 050	-4 736 131 450
30.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	20 441 723 500	15 705 592 050	0	15 705 592 050	-4 736 131 450
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	6 000 000 000	9 000 000 000	0	9 000 000 000	3 000 000 000
30.941.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0
30.941.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	9 528 114 159	13 378 114 159	0	13 378 114 159	3 850 000 000
30.948.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 378 114 159	8 378 114 159	0	8 378 114 159	0
30.948.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 150 000 000	5 000 000 000	0	5 000 000 000	3 850 000 000
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	565 000 000	565 000 000	0	565 000 000	0
30.962.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	565 000 000	565 000 000	0	565 000 000	0
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
30.969.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	1 750 000 000	1 750 000 000	0	1 750 000 000	0
30.976.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
30.976.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 250 000 000	1 250 000 000	0	1 250 000 000	0

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (11/13)

30.983	Dotation pour aides aux familles	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
30.983.4	Titre 4. Dépenses de transfert	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0
30.997.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 500 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	0
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
30.998.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
30.955	Dotation pour divers contentieux	6 000 000 000	36 030 000 000	0	36 030 000 000	30 030 000 000
30.955.6	Titre 6. Autres dépenses	6 000 000 000	36 030 000 000	0	36 030 000 000	30 030 000 000
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 000 495 421	3 934 875 824	0	3 934 875 824	-65 619 597
31.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 155 756 981	1 086 137 384	0	1 086 137 384	-1 069 619 597
31.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 071 617 000	1 465 617 000	0	1 465 617 000	394 000 000
31.4	Titre 4. Dépenses de transfert	582 709 440	592 709 440	0	592 709 440	10 000 000
31.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	190 412 000	790 412 000	0	790 412 000	600 000 000
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	25 000 000	37 964 800	0	37 964 800	12 964 800
31.285.2	Titre 2. Dépenses de personnel	0	12 964 800	0	12 964 800	12 964 800
31.285.4	Titre 4. Dépenses de transfert	25 000 000	25 000 000	0	25 000 000	0
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	564 503 329	556 465 440	0	556 465 440	-8 037 889
31.250.2	Titre 2. Dépenses de personnel	35 037 889	27 000 000	0	27 000 000	-8 037 889
31.250.4	Titre 4. Dépenses de transfert	529 465 440	529 465 440	0	529 465 440	0
31.255	Centre Gabonais des Elections (CGE)	556 819 114	398 544 800	0	398 544 800	-158 274 314
31.255.2	Titre 2. Dépenses de personnel	326 819 114	168 544 800	0	168 544 800	-158 274 314
31.255.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 000 000	230 000 000	0	230 000 000	0
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	845 459 425	1 091 879 000	0	1 091 879 000	246 419 575
31.262.2	Titre 2. Dépenses de personnel	668 842 425	11 262 000	0	11 262 000	-657 580 425
31.262.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	166 617 000	460 617 000	0	460 617 000	294 000 000
31.262.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 000 000	20 000 000	0	20 000 000	10 000 000
31.262.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	600 000 000	0	600 000 000	600 000 000
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	83 271 072	92 600 000	0	92 600 000	9 328 928
31.283.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 271 072	17 600 000	0	17 600 000	9 328 928
31.283.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	347 099 489	223 242 000	0	223 242 000	-123 857 489
31.291.2	Titre 2. Dépenses de personnel	147 099 489	23 242 000	0	23 242 000	-123 857 489
31.291.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	390 412 000	490 412 000	0	490 412 000	100 000 000
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100 000 000
31.295.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	190 412 000	190 412 000	0	190 412 000	0
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 187 930 992	1 043 767 784	0	1 043 767 784	-144 163 208
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	969 686 992	825 523 784	0	825 523 784	-144 163 208
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000	0	18 244 000	0
	Total budget général	1 907 870 825 111	1 924 791 901 958	2 176 131 450	1 926 968 033 408	19 097 208 297
	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
	Titre 2. Dépenses de personnel	672 760 000 001	661 034 435 902	0	661 034 435 902	-11 725 564 099
	Titre 3. Dépenses de biens et services	288 538 431 219	250 071 545 345	2 176 131 450	252 247 676 795	-36 290 754 424
	Titre 4. Dépenses de transfert	245 434 697 804	168 761 221 983	0	168 761 221 983	-76 673 475 821
	Titre 5. Dépenses d'investissement	381 043 368 828	513 225 819 715	0	513 225 819 715	132 182 450 887
	Titre 6. Autres dépenses	64 500 000 000	90 866 714 967	0	90 866 714 967	26 366 714 967
60	Pensions	61 556 778 925	59 767 490 606	0	59 767 490 606	-1 789 288 319
60.4	Titre 4. Dépenses de transfert	61 556 778 925	59 767 490 606	0	59 767 490 606	-1 789 288 319
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	54 255 531 761	52 678 470 860	0	52 678 470 860	-1 577 060 901
60.703.4	Titre 4. Dépenses de transfert	54 255 531 761	52 678 470 860	0	52 678 470 860	-1 577 060 901
60.710	Pensions spéciales	7 301 247 164	7 089 019 746	0	7 089 019 746	-212 227 418
60.710.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 301 247 164	7 089 019 746	0	7 089 019 746	-212 227 418

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (12/13)

61	Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
61.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
61.145.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 394 424 740	2 394 424 740	0	2 394 424 740	0
62	Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.985	Aide à l'enfance	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.985.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.986	Aide à la maternité	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
62.986.4	Titre 4. Dépenses de transfert	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
63	Promotion du sport	4 217 706 312	5 088 483 933	0	5 088 483 933	870 777 621
63.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 108 853 156	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 810
63.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 108 853 156	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 810
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 108 853 156	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 810
63.233.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 054 426 578	1 272 120 983	0	1 272 120 983	217 694 405
63.233.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 054 426 578	1 272 120 983	0	1 272 120 983	217 694 405
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 108 853 156	2 544 241 966	0	2 544 241 966	435 388 810
63.235.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 054 426 578	1 272 120 983	0	1 272 120 983	217 694 405
63.235.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 054 426 578	1 272 120 983	0	1 272 120 983	217 694 405
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	1 899 036 000	2 031 968 520	0	2 031 968 520	132 932 520
64.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	633 012 000	677 322 840	0	677 322 840	44 310 840
64.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 266 024 000	1 354 645 680	0	1 354 645 680	88 621 680
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 120 688 614	1 015 984 260	0	1 015 984 260	-104 704 354
64.433.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	373 562 871	338 661 420	0	338 661 420	-34 901 451
64.433.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	747 125 743	677 322 840	0	677 322 840	-69 802 903
64.434	Production des contenus cinématographiques	778 347 386	1 015 984 260	0	1 015 984 260	237 636 874
64.434.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	259 449 129	338 661 420	0	338 661 420	79 212 291
64.434.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	518 898 257	677 322 840	0	677 322 840	158 424 583
65	Formation pour l'emploi	2 296 476 000	2 411 299 800	0	2 411 299 800	114 823 800
65.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	765 492 000	803 766 600	0	803 766 600	38 274 600
65.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 530 984 000	1 607 533 200	0	1 607 533 200	76 549 200
65.923	Formation initiale	1 148 238 000	1 205 649 900	0	1 205 649 900	57 411 900
65.923.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	382 746 000	401 883 300	0	401 883 300	19 137 300
65.923.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	765 492 000	803 766 600	0	803 766 600	38 274 600
65.924	Formation continue	1 148 238 000	1 205 649 900	0	1 205 649 900	57 411 900
65.924.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	382 746 000	401 883 300	0	401 883 300	19 137 300
65.924.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	765 492 000	803 766 600	0	803 766 600	38 274 600
66	Gestion du service public de l'énergie électrique dans les collectivités locales	0	7 844 251 811	0	7 844 251 811	7 844 251 811
66.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	2 353 275 543	0	2 353 275 543	2 353 275 543
66.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	5 490 976 268	0	5 490 976 268	5 490 976 268
66.517	Gestion de l'éclairage public et signalisation des feux routiers	0	1 020 810 527	0	1 020 810 527	1 020 810 527
66.517.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	306 243 158	0	306 243 158	306 243 158
66.517.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	714 567 369	0	714 567 369	714 567 369
66.518	Gestion des installations et des consommations	0	6 823 441 285	0	6 823 441 285	6 823 441 285
66.518.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	2 047 032 385	0	2 047 032 385	2 047 032 385
66.518.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	4 776 408 899	0	4 776 408 899	4 776 408 899
67	Salubrité Publique	0	10 480 000 000	0	10 480 000 000	10 480 000 000
67.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	480 000 000	0	480 000 000	480 000 000
67.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	10 000 000 000
67.607	Assainissement et gestion des déchets	0	10 480 000 000	0	10 480 000 000	10 480 000 000
67.607.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	480 000 000	0	480 000 000	480 000 000
67.607.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	10 000 000 000
68	Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants	17 939 147 669	13 042 900 000	0	13 042 900 000	-4 896 247 669
68.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 793 914 767	1 304 290 000	0	1 304 290 000	-489 624 767
68.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145 232 902	11 738 610 000	0	11 738 610 000	-4 406 622 902
68.931	Gestion du patrimoine routier	16 145 232 902	11 738 610 000	0	11 738 610 000	-4 406 622 902
68.931.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	1 173 861 000	0	1 173 861 000	1 173 861 000
68.931.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 145 232 902	10 564 749 000	0	10 564 749 000	-5 580 483 902
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 793 914 767	1 304 290 000	0	1 304 290 000	-489 624 767
68.932.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 793 914 767	130 429 000	0	130 429 000	-1 663 485 767
68.932.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 173 861 000	0	1 173 861 000	1 173 861 000



Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre (13/13)

69	Financement de l'habitat	4 442 428 685	5 174 543 593	0	5 174 543 593	732 114 908
69.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	888 485 736	1 034 908 719	0	1 034 908 719	146 422 983
69.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 553 942 949	4 139 634 874	0	4 139 634 874	585 691 925
69.938	Offre de logement	3 998 185 817	4 657 089 233	0	4 657 089 233	658 903 416
69.938.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	444 242 868	517 454 359	0	517 454 359	73 211 491
69.938.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 553 942 949	4 139 634 874	0	4 139 634 874	585 691 925
69.939	Accès au logement	444 242 868	517 454 359	0	517 454 359	73 211 491
69.939.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	444 242 868	517 454 359	0	517 454 359	73 211 491
	Total CAS	111 245 998 331	124 735 363 002	0	124 735 363 002	13 489 364 671
	Titre 3. Dépenses de biens et services	6 189 757 659	9 197 805 668	0	9 197 805 668	3 008 048 009
	Titre 4. Dépenses de transfert	78 056 778 925	76 267 490 606	0	76 267 490 606	-1 789 288 319
	Titre 5. Dépenses d'investissement	26 999 461 747	39 270 066 728	0	39 270 066 728	12 270 604 981
	Total budget de l'Etat	2 019 116 823 442	2 049 527 264 961	2 176 131 450	2 051 703 396 411	32 586 572 969
	Titre 1. Charges financières de la dette	255 594 327 259	240 832 164 047	0	240 832 164 047	-14 762 163 212
	Titre 2. Dépenses de personnel	672 760 000 001	661 034 435 902	0	661 034 435 902	-11 725 564 099
	Titre 3. Dépenses de biens et services	294 728 188 878	259 269 351 013	2 176 131 450	261 445 482 463	-33 282 706 415
	Titre 4. Dépenses de transfert	323 491 476 729	245 028 712 589	0	245 028 712 589	-78 462 764 140
	Titre 5. Dépenses d'investissement	408 042 830 575	552 495 886 443	0	552 495 886 443	144 453 055 868
	Titre 6. Autres dépenses	64 500 000 000	90 866 714 967	0	90 866 714 967	26 366 714 967

Article 53 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2020.

CHAPITRE 2 – DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 54 : Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à **101.638** agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à **six cent soixante un milliards trente-quatre millions quatre cent trente-cinq mille neuf cent (661.034.435.900) FCFA.**

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :



Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
15	Primature	885	6 733 995 948
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles et les Autorités Administratives Indépendantes	271	1 584 278 780
22	Ministère de l'Intérieur, de la Justice garde des Sceaux	12 811	72 935 252 675
25	Ministère des Affaires Etrangères	641	7 020 937 786
31	Ministère de la Défense Nationale	20 891	137 437 075 274
41	Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle chargé du Dialogue Social	2 227	15 267 016 317
43	Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique	1 430	8 105 869 734
44	Ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des Territoires	181	879 116 920
51	Ministère de l'Economie, des Finances et des Solidarités Nationales	9 642	59 852 950 165
55	Ministère du Tourisme, du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie	2 276	12 792 167 840
61	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation	1 624	7 520 697 742
62	Ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, Chargé du Plan Climat et du Plan d'Affectation des Terres	1 479	7 440 417 310
64	Ministère des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux Publics	2 880	9 907 936 292
65	Ministère des Aménagements Fonciers, de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Logement	1 528	5 462 620 870
67	Ministère des Mines, de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	320	1 760 838 004
68	Ministère du Pétrole, du Gaz et des Hydrocarbures	472	3 274 874 788
81	Ministère de l'Éducation Nationale, chargé de la Formation Civique	22 004	161 877 231 299
83	Ministère de la Culture, des Sports chargé de la Jeunesse et de la Vie Associative	1 661	10 230 659 641
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et du Transfert des Technologies	3 342	27 743 095 762
91	Ministère de la Santé	11 841	68 777 261 293
	Total Ministères	98 406	626 604 294 439

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (Autorité autonomes et Institutions)

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 018	6 486 769 672
12	Sénat	128	6 214 561 237
13	Assemblée Nationale	814	7 593 361 427
14	Conseil d'Etat	361	4 435 447 326
16	Cour Constitutionnelle	36	169 092 420
17	Cour des Comptes	269	2 552 467 008
18	Cour de Cassation	360	4 767 145 512
26	Conseil Economique, Social et Environnemental	117	960 825 876
27	Haute Autorité de la Communication	87	825 523 784
28	Conseil National de la Démocratie	6	195 818 400
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	5	11 262 000
46	Centre Gabonais des Elections	19	168 544 800
47	Médiature de la République	3	8 480 000
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	6	23 242 000
49	Commission Nationale de Droits de l'Homme	3	17 600 000
	Total Entités Autonomes et Institutions	3 232	34 430 141 461
	Total général	101 638	661 034 435 900



Article 55 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer durablement pendant au moins quinze ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du ministère en charge des Finances, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq (5) ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative et l'état de salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 56 : Le Gouvernement ne consent aucune garantie au titre de l'année budgétaire 2020.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 57 : Le niveau des nouvelles conventions de prêts projets avec les bailleurs de fonds est arrêté à **dix-neuf milliards sept cent quatre-vingt millions (19.780.000.000) FCFA.**

Article 58 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2020, à **deux cent quarante-six milliards soixante-seize millions six cent treize mille huit cent cinquante-neuf (246.076.613.859) FCFA.**

Le détail de ces tirages se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :



Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs

Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages prêts projets		246 077
Tirages en cours		226 297
Agence Française de Développement (AFD)	RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES (PNDS II)	8 515
Agence Française de Développement (AFD)	PROG. INVEST. SECTEUR EDUCATION	39 300
Agence Française de Développement (AFD)	REHABILITATION TRANSGABONAIS	19 650
Exim Bank China	ROUTE FORASOL MBEGHA	18 000
Exim Bank China	CONSTRUCT. 3 CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE	17 391
Exim Bank China	ROUTE POG OMBOOUE	2 312
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	10 029
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI AU POGRAMME GRAINE	2 272
Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE GABONAISE (PADEG)	12 347
Banque Islamique de Développement (BID)	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT TERRE NOUVELLE	8 353
Banque Mondiale	PROJET APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	10 099
Banque Mondiale	PROG. DVPT INFRASTRUCTURES LOCALES II	12 298
Banque Mondiale	RENF. CAPACITES SERVICES RURAUX	13 341
Banque Mondiale	E-GABON	8 028
Banque Mondiale	DORSALE TELECOMMUNICATION P. II	3 613
Banque Mondiale	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE AU GABON	3 958
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	1 637
China Construction Bank (CCB)	CONCEPTION ET CONSTRUCTION PALAIS DES SPORTS LBV	7 264
UKF/SANTANDER	TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES MUNICIPALES DE LIBREVILLE PHASE 2 (TRANCHE 1)	27 892
Tirages nouvelles conventions de prêts projets		19 780
Banque Africaine de Développement (BAD)	PROGRAMME INTEGRE POUR ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT VOLET EAU POTABLE	19 780
Tirages nouvelles conventions de prêts programmes		144 325
Total tirages prêts programmes sur emprunts multilatéraux		144 325
Banque Mondiale	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	115 000
Fonds Monétaire International	APPUI BUDGETAIRE 2017-2019	29 325
Tirages emprunts sur marchés financiers internationaux		585 424
EUROBOND 10 ANS		585 424
Total tirages sur financements extérieurs		975 826

TITRE IV : DES DONNS

Article 59 : Le niveau des dons est arrêté à **dix-sept milliards cent trois millions cinq cent quarante-un mille neuf cent trente-six (17.103.541.936) FCFA.**

Le détail de ces dons se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :



Tableau détaillé des dons :

	MONTANT (En millions de FCFA)
TOTAL TIRAGES DONS	17 104
BANQUE MONDIALE	1 662
Projet d'Appui à la Gestion Durable des Ecosystème	148
Renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe dans la CEEAC	223
Gestion des Conflits Hommes- Eléphants	1 291
AFD	5 442
Financement du Projet ELEPHANT	2 432
Initiative pour la Foret de l'Afrique Centrale (CAFI)	1 859
Arc Emeraude de gestion des aires protégées autour de Libreville	1 151
EXIMBANK CHINA	10 000
Réfection de l'Assemblée Nationale	10 000

TITRE V : DES PRETS ET AVANCES

Article 60 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

<i>Prêts et avances</i>	LF 2019	PLF 2020	Ecart LFR 2018/PLF 2019	
Prêts et avances	244 216	171 746	-72 470,26	-29,67%
Fonds Souverain de la RG	98 413	-	-98 413,39	-100,00%
Prêts nets à SOGARA	28 331	-	-28 331,20	-100,00%
Dépôts BEAC	117 472	171 746	54 274,34	46,20%
Compte IMA (Approvisionnement)	-	-	-	-
Prise de participations	-	-	-	-
Remboursement avances statutaires	-	-	-	-

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 61 : L'exécution des dépenses au titre des comptes d'affectation spéciale, en abrégé CAS, et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2% des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Article 62 : La prise en compte d'un projet d'investissement dans la loi de finances ou dans la banque de projets d'investissement public, dont le coût de réalisation est supérieur à vingt milliards (20.000.000.000) FCFA, est conditionnée par la réalisation préalable de l'étude coût-bénéfice.



A cet effet, il est créé une banque de projets d'investissements publics recensant l'ensemble des projets, quel que soit leur mode de financement. Cette banque de projets est un fichier unique de la liste des projets publics ayant fait l'objet d'une étude préalable.

Article 63 : Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 64 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 65 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de l'Etat. / -

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Julien NKOGHE BEKALE

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et des Solidarités Nationales ;

Roger OWONO MBA



Ainsi délibéré en audience consultative, en chambre, les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé après lecture, le Président et le Greffier.

Le Greffier en Chef



Me Martin MBOLO ONDO

Le Président



Paul Brice HELLEY ONDO